



Confédération syndicale internationale

4^e CONGRÈS MONDIAL

Copenhague, du 2 au 7 décembre 2018

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses: changer les règles

1. Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale (*principe fondateur de la Constitution de l'OIT*).
2. La justice sociale n'a jamais été aussi menacée depuis l'après-guerre. **L'instabilité** économique, sociale et politique met en péril les droits humains et syndicaux, le fondement même des activités syndicales libres et démocratiques.
3. La CSI réclame la concrétisation d'une vision alternative pour gouverner l'économie mondiale: un modèle de développement fondé sur les droits, le travail décent, la redistribution des richesses, la démocratie participative, **l'égalité** entre hommes et femmes, et la protection et l'inclusion sociale de toutes les personnes. Une vision qui intègre les dimensions sociales, environnementales et politiques et qui aille au-delà de la croissance purement économique. Un nouveau contrat social est nécessaire pour le 21^e siècle.
4. L'année 2018 marque le 150^e anniversaire de la création de la première centrale syndicale nationale, au Royaume-Uni. Elle marque également le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de **l'homme**. **L'héritage** de ces fondements est entre nos mains.

Notre objectif en matière **d'organisation**

5. Organiser pour renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses constitue le mandat du mouvement syndical international. À cette fin, nous devons nous développer. Le Congrès fixe **l'objectif** d'accroître de 10 pour cent le nombre total de membres de la CSI **d'ici** le prochain Congrès. Cet accroissement nécessite tant l'adoption de méthodes **d'organisation** traditionnelles en ce qui concerne la main-**d'œuvre** relativement stable que des innovations répondant aux environnements en évolution constante auxquels nombre **d'entre** nous sommes confrontés – en particulier les jeunes travailleurs/euses – où les relations de travail et la production sont davantage mises en réseau et mobiles, mais où les travailleurs/euses peuvent et doivent encore être organisés. La CSI promouvra la justice sociale impliquant toutes les catégories de travailleurs, au cœur **d'un** front mondial antifasciste.

Un système qui a échoué

6. Le système économique et le modèle actuel de mondialisation bénéficient aujourd'hui de manière disproportionnée aux détenteurs de capitaux. La crise financière a mis en évidence les défaillances de ce système inhérentes au marché, qui persistent après la reprise. Les grandes entreprises qui ont entraîné l'**effondrement** du système financier sont à nouveau aux commandes. L'**économie** réelle est toujours prisonnière des marchés financiers insuffisamment réglementés, et les fusions et les acquisitions ont entraîné la création de monopoles dans certains secteurs. Les investissements se sont révélés insuffisants pour entraîner une relance bénéficiant à la plupart des travailleurs et des travailleuses, tandis que les inégalités se sont creusées et le pour cent le plus riche de la population détient désormais plus de la moitié des richesses du monde.
7. La taille et le rôle des États sont pris pour cible depuis les années 1980. Les systèmes fiscaux sont devenus moins progressifs et la redistribution du pouvoir des gouvernements a diminué. Les politiques fiscales nationales qui sapent la progressivité des impôts, conjuguées à l'**échec** des gouvernements et des institutions internationales dans la lutte contre le dumping fiscal international, l'**évasion** et la fraude fiscales ont davantage ébranlé les politiques de redistribution.
8. Paradoxalement, suite au sauvetage du secteur financier par le secteur public grâce à des renflouements, les grandes banques et les groupes de réflexion conservateurs ont cherché à affaiblir les secteurs publics dans le monde entier. Ils ont réclamé des mesures d'austérité budgétaire et des coupes dans les régimes de sécurité sociale entraînant une réduction de la sécurité du revenu et de la sécurité économique des familles de travailleurs. Au nom de la réforme, les gouvernements ont apporté des changements néolibéraux aux réglementations du marché du travail, qui constituent une atteinte à la liberté syndicale et à la négociation collective, à la protection de l'**emploi** et à d'autres droits humains et des travailleurs fondamentaux, tout en les affaiblissant.
9. Les gouvernements et les entreprises continuent de mettre à mal la qualité des services publics, alors **qu'il** a été démontré **qu'offrir** un accès universel aux services publics, ainsi que des pensions et un complément de revenu en cas de chômage est l'**un** des moyens les plus efficaces de redistribuer les richesses, de lutter contre les inégalités, et de soutenir et **d'encourager l'innovation**. Des services publics de qualité indépendants et une protection sociale universelle sont essentiels à la démocratie, et leur érosion alimente le populisme et l'**extrémisme**.
10. Les entreprises multinationales ont profité de l'**affaiblissement** du pouvoir des gouvernements en abusant des accords commerciaux pour éviter toute réglementation et encourager la privatisation des services publics. Les conditions de travail, les salaires et la sécurité sociale n'ont pas fait l'**objet**

d'améliorations et l'économie informelle n'a pas diminué dans les pays où les investissements étrangers sont élevés.

11. En mettant l'accent sur les entreprises plutôt que sur les syndicats et les groupes démocratiques de la société civile, la coopération au développement n'a généralement pas garanti que la croissance économique bénéficie aux familles de travailleurs et améliore de manière durable les conditions de vie.
12. Quelques entreprises détiennent un pouvoir illimité, dont 80 pour cent des bénéfices dans le monde aboutissent entre les mains de seulement dix pour cent des entreprises cotées en bourse. Elles dépendent, toutefois, d'une main-d'œuvre mondiale dont moins de 60 pour cent des travailleurs/euses ont un contrat formel. La plupart des travailleurs/euses sont confrontés à des conditions précaires, peu sûres et souvent dangereuses, généralement sans protection sociale. Quarante pour cent de nos collègues luttent pour leur survie dans l'économie informelle, sans droits, ni salaire minimum, ni protection sociale. En outre, le fait que 45 millions de personnes sont réduites à l'esclavage moderne met en évidence le scandale de l'exploitation dans un monde victime de la cupidité des entreprises. Dans le même temps, les chaînes d'approvisionnement mondiales acheminent des richesses à une poignée d'entreprises internationales aux dépens des travailleurs et des travailleuses de ces mêmes chaînes.
13. Les niveaux historiques d'inégalité et le chômage massif résultent de l'économie du ruissellement (« *trickle down* ») et, plus récemment, de l'austérité. L'échec de ces politiques a eu des effets profondément négatifs sur les travailleurs/euses, dont les femmes paient le plus lourd tribut.
14. La démocratie devient un dommage collatéral, corrompue par la concentration des richesses dans un trop grand nombre de pays. Les *Panama Papers*, les *Bahamas Leaks* et les *Paradise Papers* ont mis en évidence l'ampleur du problème. Grâce à leur position au sein des institutions, les travailleurs/euses sont bien placés pour dévoiler et dénoncer la corruption, la fraude et l'exploitation fiscale. Ceux qui dénoncent les pratiques de fraude fiscale des entreprises ou d'autres questions critiques concernant le monde du travail devraient être pleinement protégés.
15. Il est tragique de constater que ce modèle économique fondé sur l'exploitation est soutenu par une majorité de gouvernements promouvant activement ou tolérant passivement les atteintes aux droits humains et du travail, ainsi que la suppression de salaires et de la protection sociale. Les règles de l'économie mondiale ne profitent qu'à quelques-uns, accroissent les inégalités, excluent un nombre croissant de personnes d'une vie décente, augmentent les privatisations, sous-financent les services publics et suscitent un large mécontentement. Les règles doivent changer.
16. Le multilatéralisme n'est pas parvenu à repousser la vague nationaliste de répression aux quatre coins du monde. Les Nations unies et les agences

multilatérales, notamment les Institutions financières internationales, dotées de mandats dans divers domaines, notamment la sécurité, le développement, **l'environnement**, les droits humains, les femmes, les réfugiés, la gouvernance financière, le commerce, voire **l'amélioration** de la vie des enfants, sont devenues inefficaces et doivent être réformées.

17. Là où les travailleurs/euses **n'obtiennent** pas les résultats promis par les responsables politiques, nous sommes confrontés à la montée des partis populistes de droite.
18. Les profonds bouleversements ont désormais atteint le niveau politique. Les partis extrémistes sont montés en puissance dans nombre de pays, alimentant la xénophobie, le nationalisme, le protectionnisme et les frictions diplomatiques.
19. Ceci pose d'autres défis de taille, à savoir le manque **d'emplois**, le vieillissement de nombreuses sociétés, le défi climatique, une nouvelle vague d'innovations technologiques et **l'émergence** de nouveaux modèles commerciaux, notamment les plateformes numériques et les nouvelles formes atypiques de travail.
20. Le respect des normes fondamentales du travail, en particulier les Conventions 87 et 98 de l'**OIT**, doit être au cœur des réformes nécessaires. Ces normes sont des droits humains d'application universelle. Notre alternative est un modèle de mondialisation ancré dans la durabilité et la préservation de l'environnement, ainsi que dans l'intégration régionale et la complémentarité productive, où les accords commerciaux comprennent des clauses contraignantes sur le développement durable, les protections des travailleurs/euses, les droits humains et **l'environnement**, la possibilité de faire valoir ces droits et la reconnaissance du pouvoir réglementaire des gouvernements et du devoir de fournir des services publics. La CSI appelle à **l'application** la plus large possible de ces protections, notamment dans les zones franches **d'exportation**, et à des sanctions appropriées en cas d'infraction. Nous rejetons les dispositions sur l'arbitrage privé dans les accords commerciaux.
21. Les Objectifs de développement durable (ODD), **l'Accord** de Paris sur le climat et la négociation **d'un** traité contraignant des Nations unies sur les entreprises et les droits humains insufflent un certain optimisme. Toutefois, **l'incapacité** à garantir la paix, un développement durable, le financement de services publics de qualité universels, une gestion mondiale des migrations ou à réinstaller les réfugiés, et encore moins à limiter l'avantage commercial injuste des pays les plus riches et à réduire les inégalités, crée un cercle vicieux de méfiance et de désengagement.
22. **L'élimination** de la pauvreté et la garantie de l'égalité et de **l'autonomie** des femmes, du travail décent, du développement, de la durabilité, ainsi que d'une plus grande justice sociale et économique, comme le prévoient les ODD, ne

peuvent se concrétiser que si nous mettons un terme à la course au profit, remportons le combat en faveur des droits et des libertés démocratiques et assurons le financement de services publics de qualité.

23. Dans un monde dont les ressources sont limitées et où une part considérable de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté ou dans des situations de marginalisation, le modèle de croissance actuel est insoutenable pour les générations à venir. La CSI oeuvrera, de concert avec ses organisations affiliées, pour l'élaboration **d'un** modèle de développement durable dans le cadre des ODD et du Programme 2030 des Nations unies. Le Congrès rappelle que le Programme d'action **d'Addis-Abeba** sur le financement du développement établit le cadre mondial de financement du développement durable.

Notre solution

24. Le Congrès engage la CSI à **s'efforcer** de concrétiser notre vision alternative, établissant un nouveau contrat social de contrôle public et démocratique qui place les citoyens au premier rang et garantit des transitions justes, les droits humains et du travail et une justice sociale.
25. Le nouveau contrat social doit reposer sur des bases éthiques fortes, nécessitant une réforme des institutions multilatérales et de la gouvernance mondiale afin de garantir la paix et la justice sociale. Les politiques macroéconomiques ne peuvent faire **l'objet d'aucun** compromis si elles ne garantissent pas une croissance inclusive, le plein emploi et le travail décent. Le nouveau contrat social doit garantir que tant les gouvernements que les entreprises rendent des comptes.
26. Les Objectifs de développement durable (ODD) fournissent **l'occasion** de faire progresser la réalisation des objectifs qui sont essentiels pour le mouvement syndical. **L'objectif 5** (l'égalité entre les sexes), **l'objectif 8** (le travail décent et la croissance économique) et **l'objectif 10** (réduire les inégalités) présentent un intérêt particulier. Le Congrès demande à la CSI de faire pression pour que **l'OIT** joue un rôle de premier plan dans ces domaines et de soutenir les organisations affiliées dans **l'utilisation** des ODD comme outil de mobilisation auprès de leur gouvernement en leur fournissant des informations et en encourageant des discussions. Ces objectifs devraient également orienter les organisations internationales et la coopération au développement, en particulier les institutions financières, telles que le FMI, la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement. Le respect des droits des travailleurs et syndicaux constitue un élément important de la réduction de la pauvreté, de la croissance inclusive et des économies résistantes.

Ce que nous ferons

27. Le Congrès adopte quatre piliers **d'action**:
- La paix, la démocratie et les droits

- La réglementation du pouvoir économique
- Les transformations à **l'échelle** mondiale – des transitions justes
- **L'égalité**

28. Chacun de ces quatre piliers repose sur les demandes d'une politique économique et sociale progressiste, d'une égalité et d'investissements dans l'emploi, et sur les droits humains et du travail fondamentaux qui sont essentiels pour façonner l'avenir du travail. Ces ambitions ne pourront se réaliser que si elles sont étayées par notre propre investissement dans l'organisation en faveur de la croissance syndicale et du militantisme en vue de renforcer le pouvoir des travailleurs/euses. Les promesses des ODD et l'Accord de Paris sur le climat ne peuvent se concrétiser que dans un avenir où sont garantis le travail décent, le plein emploi, la cohésion sociale et des transitions justes.
29. Ces piliers sont les moyens grâce auxquels nous pourrions établir et concrétiser le nouveau contrat social, qui constitue le fondement pour atteindre les ODD.
30. La CSI est la championne des syndicats à l'échelle internationale, chargée d'intégrer l'ensemble du mouvement syndical. Pour ce faire, le Congrès engage la CSI à mener ses activités mondiales de manière organique avec les Organisations et structures régionales, les partenaires du groupement Global Unions et les organisations affiliées dans tous les domaines d'action. La CSI doit contribuer à la création d'un environnement où les confédérations syndicales nationales puissent organiser et se mobiliser librement sans menaces des gouvernements ou des employeurs, reconnaissant les différences entre syndicats selon leur socle culturel, leur structure et leur mandat.
31. La CSI poursuit des réformes institutionnelles, dans lesquelles l'unité d'action et la coordination sont essentielles pour lancer une mobilisation politique massive. Pour ce faire, la CSI promouvra l'unité à l'échelle nationale en accordant toute l'attention voulue à la diversité des organisations affiliées et en respectant le pluralisme.
32. Le Congrès appelle la CSI à élaborer, en collaboration étroite avec les régions de la CSI, les Fédérations syndicales internationales et les centrales nationales, des stratégies globales en matière de campagnes, de communication et d'éducation, prenant en compte les différentes réalités aux quatre coins du monde et s'axant sur une répartition claire du travail entre les différents acteurs. Ces domaines représentent des questions importantes pour chaque acteur, mais la tâche n'est pas identique pour tous.
33. Le Congrès réaffirme que la densité et l'unité syndicales constituent une base essentielle du mouvement de la CSI et s'engage à mettre tout en oeuvre à cette fin. Le Congrès reconnaît les rôles des Organisations et structures régionales dans leurs luttes, actions et accomplissements au premier plan des actions de la CSI. Le Congrès s'engage à allouer davantage de ressources aux régions.

34. Le Congrès est résolu à mener une politique d'**engagement** constructif avec des organisations non membres de la CSI, conforme à nos valeurs et à nos principes, en vue de renforcer la présence de la CSI à l'échelle mondiale.
35. Le Congrès confirme que l'**action** de promotion et de défense des droits fondamentaux des travailleurs et des travailleuses est une priorité absolue pour la CSI. À cette fin, la CSI adoptera une approche cohérente, inclusive et coordonnée visant à développer de nouveaux outils de campagne plus efficaces et à améliorer les capacités de mise en réseau en étroite coopération avec ses organisations affiliées.

1. La paix, la démocratie et les droits

36. Les conflits armés, la série croissante de conflits hybrides, la militarisation des sociétés et l'**affaiblissement** de la démocratie portent atteinte à la liberté syndicale, mettent en danger l'**intégrité** physique des organisateurs et dirigeants syndicaux et finissent par influencer sur le pouvoir et la force du mouvement syndical. Il est clair que la gouvernance actuelle des pays favorise les conflits et l'**exclusion**, dans la mesure où à peine 12 pays ne sont pas impliqués dans des conflits, que ce soit directement, en alliance, à travers le trafic d'armes, dans des opérations militaires ou de maintien de la paix.
37. Nous réaffirmons la Déclaration de principes de la CSI, adoptée lors de son Congrès fondateur, notamment: *La CSI s'engage à promouvoir la démocratie et à agir pour la protéger où que ce soit, afin que toutes et tous bénéficient des conditions qui permettent de jouir du plein exercice de tous les droits humains, universels, indivisibles et inaliénables. Elle défendra partout les droits collectifs et les libertés individuelles, dont la liberté de pensée, d'expression et de réunion. Elle soutient ardemment le maintien et le renforcement de la paix et s'engage en faveur d'un monde sans armes de destruction massive et en faveur d'un désarmement général.*
38. **Œuvrer** pour la paix, la démocratie et les droits, c'est garantir un niveau de vie décent pour tous. C'est favoriser la justice sociale, l'**égalité** et l'**équité**. C'est offrir une éducation publique de qualité accessible, gratuite et universelle, des services de santé publique, de soins et de logement de qualité. C'est également assurer la liberté d'**expression**, et plus particulièrement la liberté de la presse, afin de garantir une société informée, active et engagée. C'est promouvoir la solidarité entre les générations et la pleine prise en compte des espoirs et des aspirations des jeunes.
39. La CSI est pleinement résolue à défendre les libertés et droits fondamentaux, définis dans la Charte de l'**ONU** et la Déclaration universelle des droits de l'homme.
40. Le Congrès affirme que la défense des droits syndicaux et des travailleurs/euses constitue la priorité centrale de la CSI. La CSI fera campagne en faveur du syndicalisme libre, indépendant, démocratique et représentatif

aux quatre coins du monde. L'importance du Comité des droits humains et syndicaux et de la publication annuelle de l'*Indice CSI des droits dans le monde* sera renforcée.

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

41. L'*Indice CSI des droits dans le monde*, publié chaque année, révèle que l'espace démocratique a été restreint par les gouvernements dans 54 pays l'année dernière et que le nombre de pays où les travailleurs et travailleuses font l'objet de violence physique et de menaces a augmenté, passant à 65 durant la même période. Dans 59 pays, des syndicalistes ont été arrêtés ou détenus. Les déplacements de populations sont plus élevés que jamais dans l'histoire, la menace d'une guerre nucléaire est bien réelle, tout comme l'augmentation des conflits hybrides menaçants, et les démocraties sont de plus en plus impuissantes face à la montée de l'autoritarisme et des dictatures. Grâce à l'engagement inébranlable du mouvement syndical international en faveur de la paix et des droits et libertés démocratiques, les travailleurs et les travailleuses sont en première ligne des luttes contre les gouvernements de plus en plus autocratiques et le militarisme qui y est associé.
42. Une éducation publique de qualité pour tous est une condition préalable à la démocratie. La formation en réflexion critique est essentielle pour développer et préserver la démocratie.
43. Les défenseurs des droits humains et du travail ainsi que de la paix et de l'environnement lancent des actions au risque d'être incarcérés, de disparaître, voire d'être assassinés dans un nombre croissant de pays. Les syndicats doivent faire preuve de solidarité en faveur de la paix et des droits et libertés démocratiques et les gouvernements doivent suivre notre exemple.
44. Le Congrès souligne la nécessité d'une coopération et d'alliances avec les organisations de la société civile, fondées sur des valeurs communes et dans le plein respect des compétences et de la nature différente des parties. Cette coopération offre la possibilité d'obtenir un appui plus large aux positions syndicales, tout en intégrant les préoccupations de ces organisations dans le dialogue social.
45. Le renforcement des dictatures et des dirigeants autoritaires même dans des pays démocratiques, promouvant la xénophobie et le racisme, légitimant la discrimination, le harcèlement sexuel et d'autres formes de violence sexiste à travers la misogynie, ou faisant obstacle aux droits et aux libertés, favorise une culture de la peur, de division et d'exclusion. Cette situation a alimenté, de ce fait, le terrorisme et les conflits.
46. Le Congrès se déclare également préoccupé par les implications pour la démocratie de l'apparition de puissantes entreprises des technologies de l'information, qui ont pu utiliser des données pour influencer les élections et former l'opinion publique. L'apparition de ces entreprises représente une

menace considérable et risque de porter atteinte aux réformes progressistes que recherchent les syndicats pour la démocratie, la paix et la justice sociale.

METTRE FIN AUX CONFLITS

47. Le Congrès réaffirme sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et sous quelque prétexte que ce soit, ainsi que les politiques qui portent atteinte aux droits humains individuels et collectifs sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. Les efforts visant à vaincre le terrorisme doivent s'attaquer à ses causes profondes, notamment la pauvreté, l'injustice, la discrimination ethnique et religieuse et le chômage. La coopération internationale doit également briser les liens entre le terrorisme et le crime organisé.
48. Dans nombre de pays, des conflits **s'intensifient** aux frontières ou dans des territoires contestés, aboutissant à des tensions ethniques et, dans de nombreux cas, à des groupes terroristes. Le Congrès affirme que la CSI continuera **d'élever** sa voix pour manifester sa solidarité en faveur de la paix, du désarmement, de la démocratie et des droits aux quatre coins du monde. Les syndicats ont un rôle essentiel à jouer au lendemain des conflits, ainsi que des catastrophes naturelles. Le Congrès lance un appel aux gouvernements pour **qu'ils** soutiennent et respectent la nouvelle Recommandation 205 de l'OIT sur **l'emploi** et le travail décent pour la paix et la résilience. Cet instrument donne des orientations essentielles pour prévenir les conflits et promouvoir la reconstruction après les conflits.
49. La CSI prône un monde exempt d'armes de destruction massive, en commençant par la pleine mise en oeuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Nous nous engageons, en outre, à réduire la prolifération des armes légères et appelons à des réductions des dépenses militaires, ainsi qu'à la reconversion des industries militaires en industries civiles et durables. Ces fonds devraient être réaffectés aux services publics essentiels, aux investissements publics et aux emplois décents, ainsi **qu'à** la réalisation de **l'objectif** de 0,7 pour cent du RNB consacré à l'aide publique au développement. La CSI exprime son ferme soutien au Traité des Nations unies sur **l'interdiction** des armes nucléaires et oeuvrera pour sa ratification rapide.
50. Nous rejetons **l'instrumentalisation** et le recrutement forcé des femmes et des jeunes dans les conflits armés dans le monde entier. Et nous condamnons toutes les formes de violence à **l'égard** des femmes et des enfants, des personnes LGBTQI et des groupes ethniques, autochtones ou raciaux exercées dans le cadre de conflits armés.
51. Le Congrès reconnaît que le droit des femmes à **l'autonomie** physique, ainsi que la capacité à générer des revenus et leurs propres ressources et à participer pleinement aux décisions qui ont une incidence sur leur vie et leur communauté sont fondamentaux pour garantir **l'égalité** entre hommes et femmes, la justice sociale et une paix et démocratie durables.

52. La solidarité mondiale étant indissociable de notre identité, nous continuerons **d'appuyer** les syndicats et les citoyens dans les pays soumis aux conflits, à l'**occupation** ou à la dictature, où il n'y a pas d'**État** de droit et où les libertés démocratiques ne sont pas garanties.

LA SOLIDARITÉ MONDIALE

53. La Palestine a enduré 50 années d'**occupation**. Nous avons soutenu, à maintes reprises, les conditions d'**une** paix juste et durable, en particulier conformément aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous réaffirmons notre position.¹
54. L'**occupation** continue par Israël de la Cisjordanie, l'**existence** de colonies israéliennes illégales sur ce territoire et leur impact sur la vie des Palestiniens entravent considérablement les possibilités de développement économique et social de la Palestine. Dans les conditions actuelles, des centaines de milliers de travailleurs/euses palestiniens ne parviennent pas à trouver un emploi, entraînant désillusion et désespoir généralisés. De nombreux travailleurs/euses palestiniens, qui dépendent d'un travail précaire en Israël et dans les colonies, se retrouvent à travailler dans des conditions abusives. Des mesures doivent être prises d'**urgence** pour leur offrir des possibilités de travail décent. Les États et les entreprises devraient être dissuadés de permettre directement ou indirectement des activités liées aux colonies illégales ou d'**en** bénéficier.
55. L'**occupation** doit prendre fin, moyennant la suppression des colonies illégales, le retrait israélien de tous les territoires palestiniens et le démantèlement du mur de séparation. Conformément à notre engagement en faveur d'une solution prévoyant deux États avec des frontières sûres pour les deux pays, nous appelons tous les pays à reconnaître sans délai la Palestine en tant qu'**État** souverain, ayant Jérusalem-Est pour capitale, ce qui contribuerait à confirmer le droit de la population palestinienne à l'**autodétermination** dans une Palestine libre et indépendante.
56. Nous reconnaissons et encourageons la poursuite de la coopération entre l'**Histadrout** et la PGFTU, en particulier en ce qui concerne l'accord de transfert des cotisations syndicales des travailleurs/euses palestiniens.
57. Réaffirmant la décision de son 3^e Congrès mondial, la CSI dénonce les souffrances du peuple sahraoui qui se poursuivent depuis un demi-siècle et exhorte toutes les parties concernées par le conflit du Sahara occidental à rechercher une solution juste et durable, négociée sous les auspices des Nations unies et fondée sur les principes de la liberté et de la démocratie.
58. De même, nous appuyons les demandes des citoyens en faveur de la paix et de la sécurité dans d'**autres** pays dévastés par des conflits, notamment l'**Afghanistan**, le Burundi, la République centrafricaine, l'**Iraq**, le Liban, la Libye,

¹ : https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/2CO_09_Democratie_paix_securite_UNU_-_213-2.pdf

la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le monde ne peut pas fermer les yeux sur la mort et la destruction qui sont semées parmi des civils innocents, ainsi que sur la destruction d'infrastructures vitales.

59. Les Rohingyas du Myanmar ont été confrontés à l'une des pires atrocités durant les deux dernières années, en étant victimes à nouveau de la montée en puissance militaire et de l'escalade de la violence dans le pays. La promesse de libération et de démocratie pour ce pays est rompue en raison de l'horrible traitement infligé à une population qui veut vivre en paix. Le silence relatif des pays voisins et des puissances mondiales, en dépit des résolutions du Conseil de sécurité, doit être condamné. Depuis plus de 25 ans, le mouvement syndical défend les droits de toute la population du Myanmar à la paix, à la démocratie et aux droits fondamentaux, et nous poursuivrons sur cette voie.
60. L'initiative « La ceinture et la route » lancée par la Chine devra faire l'objet d'un suivi afin d'évaluer les incidences sur les droits humains et du travail, les droits civils et politiques, les droits fonciers et la souveraineté d'autres pays.
61. Les travailleurs/euses sont systématiquement privés de leurs droits dans les pays classés dans la catégorie 5 selon l'*Indice des droits dans le monde*. Dans ces pays, les droits sont très limités et dans un trop grand nombre d'entre eux leur situation se détériore, notamment dans les pays suivants: Belarus, Grèce, Kazakhstan, Turquie et Ukraine en Europe; Bénin, Nigeria et Swaziland en Afrique; Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Hong Kong, Inde, Indonésie, Iran, Corée, Laos, Myanmar, Pakistan et Philippines en Asie et dans le Pacifique; Bahreïn, Égypte, Arabie saoudite et EAU au Moyen-Orient; et Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras et Mexique dans les Amériques.
62. L'État de droit s'est effondré dans les pays classés dans la catégorie 5+ de l'*Indice des droits dans le monde*, notamment dans les pays suivants: Burundi, République centrafricaine, Érythrée, Libye, Palestine, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Syrie et Yémen. La CSI salue l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie et espère qu'il donnera lieu à un développement constructif et démocratique pour les deux pays et la Corne de l'Afrique.
63. Le Congrès engage la CSI à donner la priorité absolue à ses actions de solidarité dans les pays classés dans ces deux catégories de l'*Indice des droits dans le monde*.
64. Le Congrès note que, même dans les pays dotés d'une législation générale relative aux droits syndicaux, les travailleurs/euses du secteur public sont souvent privés de leurs droits légaux les plus élémentaires, notamment le droit d'organisation et de négociation collective. Qu'il s'agisse de pompiers au Japon ou de travailleurs/euses de la santé luttant contre l'Ébola en Afrique, les travailleurs/euses du secteur public sont régulièrement privés de leurs droits humains alors qu'ils risquent leur vie au service de la population. La défense de ces droits, ainsi que la ratification et l'application universelles de la Convention

151 de l'OIT représentent pour la CSI une part non négligeable de son programme en matière de droits des travailleurs.

65. La CSI se mobilisera contre les menaces pour la démocratie, comme celles que nous avons observées dans le cadre des élections frauduleuses en 2017 et de la répression violente des manifestations de protestation au Honduras, des coups **d'État** parlementaires au Paraguay, au Honduras et au Brésil et des campagnes de restriction du droit de vote (« *voter suppression* ») aux États-Unis.
66. Le Brésil **c'est l'histoire** de la corruption politique et des entreprises, en commençant par le coup politique orchestré contre la présidente Dilma par les responsables politiques, dont plus de 200 **d'entre** eux sont inculpés de corruption tout en bénéficiant de l'**immunité** de fonction. Le gouvernement illégitime de Temer a porté atteinte aux droits du travail, aux salaires minimums et à la protection sociale, créant un chômage massif. Et de concert avec le juge Moro en croisade et soutenu par l'**empire** médiatique Globo, il a cherché à emprisonner Lula afin de **l'empêcher** de briguer la présidence et de mettre un terme à son maintien au pouvoir. En dépit de l'**absence** de preuve, il vient **d'être** condamné à 12 ans de prison pour corruption. La CSI est solidaire de Lula et appelle les citoyens à adhérer à la campagne destinée à le soutenir. Le Congrès est également solidaire de nos organisations affiliées et de la population du Brésil afin que ce Parlement corrompu soit renversé.
67. La CSI soutient ses organisations affiliées au Venezuela dans leur lutte pour consolider la démocratie et le dialogue, ainsi que les travailleurs/euses et la population du Venezuela en proie à **d'énormes** difficultés en raison du blocus économique imposé au Venezuela.
68. Le Congrès réaffirme son appui au mouvement syndical légitime en Somalie et condamne les tentatives au sein du gouvernement de porter atteinte à la liberté syndicale.
69. La CSI **s'est** déclarée profondément préoccupée par les événements survenus en Turquie depuis l'échec du coup **d'État** du 15 juillet 2016. La CSI et la CES ont appuyé la déclaration conjointe de leurs organisations affiliées turques et continueront de maintenir un fonds d'aide juridique, ainsi que d'autres instruments pour défendre les membres syndicaux. Le Congrès exprime sa solidarité et son soutien aux organisations affiliées turques dans leurs luttes.
70. Alors que les travailleurs/euses colombiens ont oeuvré à l'instauration de la paix, conjointement avec d'autres mouvements sociaux, le gouvernement **d'Iván Duque n'a pas accompli de progrès** dans la mise en oeuvre de l'accord entre le gouvernement et les FARC. En outre, le processus de réconciliation politique avec l'ELN est au point mort. La CSI condamne les assassinats des dirigeants sociaux et réclame la poursuite du processus de paix. La CSI participera aux conférences sur la paix qui se tiendront en Europe et en Colombie en 2019.

LES NORMES FONDAMENTALES ET LE DROIT DE GRÈVE

71. Le Congrès réaffirme sa solidarité et son soutien à toutes les organisations affiliées qui se mobilisent et s'organisent contre les violations des droits humains et du travail tant par les entreprises que par les gouvernements. Le Congrès condamne, en outre, fermement l'**offensive** lancée depuis 2012 par le Groupe des employeurs à l'OIT contre la reconnaissance universelle du droit de grève dans la Convention 87. Le Groupe des travailleurs de l'OIT joue un rôle essentiel dans la sauvegarde et l'élaboration des normes et des politiques à l'OIT.
72. Selon le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, « le droit de grève est établi en droit international depuis des décennies, dans les instruments internationaux et régionaux, et est également reconnu par les Constitutions d'au moins 90 pays ». En fait, le droit de grève fait désormais partie du droit international coutumier. Cet argument a été avancé depuis longtemps par la Commission d'**experts** de l'OIT, qui a souligné, à plusieurs reprises, que le droit de grève est un corollaire indissociable de la liberté syndicale et est, dès lors, couvert par la Convention 87 de l'OIT. En outre, le Comité de la liberté syndicale de l'OIT a soutenu le droit de grève comme un droit nécessaire dans de nombreuses situations spécifiques face au pouvoir relatif plus grand des employeurs sur le lieu de travail.
73. En l'**absence** du droit de grève, les travailleurs et les travailleuses sont réduits en esclavage et exposés aux milieux de travail les plus dangereux et basés sur l'**exploitation**, et sont privés de la possibilité d'une négociation collective efficace. Aux échelons national et international, nous réaffirmons notre détermination à lutter pour ce droit humain fondamental.
74. Les attaques portées par les employeurs visent à affaiblir les organes de contrôle de l'OIT dans leur rôle de supervision de l'**application** des normes et à miner le cadre institutionnel fourni par l'OIT pour les droits fondamentaux des travailleurs. Le mécanisme d'**examen** des normes, que la CSI a convenu de mettre en oeuvre en 2015, ne doit pas affaiblir le mécanisme de contrôle, les normes internationales du travail existantes et l'**institution qu'est l'OIT**. Dans ce contexte, la meilleure défense est la contre-attaque. À cet égard, le Congrès demande à la CSI de:
 - engager un débat interne portant sur l'**avenir** du travail et de l'OIT en vue de renforcer la particularité unique de l'OIT, définie par sa structure de gouvernance tripartite et son mandat normatif, y compris son mécanisme de contrôle;
 - renforcer le rôle du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI et mieux l'associer aux activités pertinentes de l'OIT;
 - promouvoir un processus de prise de décisions et de définition de stratégies davantage démocratique et inclusif en ce qui concerne l'**avenir** de l'OIT, et pour partager les informations et faciliter les débats au sein du Groupe des travailleurs du Conseil d'**administration** de l'OIT;

- préparer une manifestation internationale à l'occasion de la conférence du centenaire afin que l'OIT puisse entamer un deuxième siècle de défense du progrès et de la justice sociale;
 - encourager l'OIT à élaborer de nouvelles normes pertinentes et de large portée concernant les questions à propos desquelles des lacunes existent dans les normes;
 - réclamer une Convention de l'OIT sur les chaînes d'approvisionnement afin de réglementer les activités et les opérations des entreprises multinationales en leur imposant un devoir de vigilance; et
 - défendre la position selon laquelle le respect des droits fondamentaux n'est pas uniquement une obligation des gouvernements nationaux, mais également des entreprises multinationales.
75. La CSI soutiendra ses organisations affiliées aux échelons national et international dans la défense du droit de grève, en tant qu'élément essentiel de l'action syndicale et de la négociation collective.
76. À la veille du Centenaire de l'OIT, le Congrès appelle à une campagne mondiale destinée à dénoncer les pays qui n'ont pas ratifié les normes fondamentales de l'OIT et à obtenir la ratification universelle et le respect des Conventions 87 et 98 en particulier. Le droit de grève doit être au cœur de cette campagne. En outre, la CSI élaborera une stratégie globale à moyen et à long terme qui comprendra l'identification des Conventions existantes de l'OIT sur des thèmes clés qui doivent être défendus et des domaines où de nouvelles conventions sont nécessaires pour relever les défis d'un monde du travail en mutation. La CSI donnera priorité à la protection et à l'amélioration du système de contrôle actuel de l'OIT, et en particulier au rôle de la Commission d'experts et du Comité de la liberté syndicale. Toute proposition visant à modifier le système de contrôle de l'OIT doit faire l'objet d'un débat approfondi au sein du Groupe des travailleurs de l'OIT et des organes de la CSI. Une coopération étroite avec les membres travailleurs du Conseil d'administration du BIT sera nécessaire en la matière.
77. Le Centenaire de l'OIT et son initiative sur l'avenir du travail représentent un moment capital dans l'histoire pour promouvoir ce programme. La CSI intensifiera et approfondira son débat stratégique sur l'avenir du travail et l'OIT afin d'optimiser l'impact syndical sur le Centenaire et le futur rôle que devra jouer l'OIT. Cette action comprendra une mobilisation publique de syndicalistes durant les célébrations à l'occasion du Centenaire.

LE TRAVAIL INFORMEL

78. Dans de nombreuses régions du monde, la forme de travail la plus commune est le travail informel. Dans les pays industrialisés, de nouvelles formes de relation de travail absorbent un pourcentage de plus en plus élevé de la main-d'œuvre. Les droits du travail et la protection sociale dépendent souvent de la relation de travail. La CSI défend les intérêts de tous les travailleurs/euses. Elle souligne que tous les travailleurs/euses doivent pouvoir

bénéficier de droits effectifs sur le lieu de travail, du travail décent et de la protection sociale, qu'ils/elles aient ou non une relation de travail formelle.

79. Dans nombre de régions, les organisations affiliées à la CSI organisent un nombre croissant de travailleurs/euses informels et développent des stratégies visant à leur garantir des droits effectifs. Les syndicats ont mis au point des moyens novateurs d'étendre la protection sociale aux travailleurs/euses informels. La CSI aidera ses organisations affiliées à échanger les meilleures pratiques et à renforcer le recrutement syndical.
80. Les syndicats dans le monde entier ont démontré que l'organisation collective et les activités conjointes sont fructueuses.
81. La CSI **s'engage** à aider les travailleurs/euses informels, en particulier, à améliorer collectivement leurs conditions de vie et de travail.

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

82. Les Conventions et Recommandations de l'**OIT** constituent le lien entre les droits humains et du travail. Le fait que la santé et la sécurité au travail ne soient pas intégrées en tant que droit fondamental au travail est une anomalie. Le droit à la santé ne **s'arrête** pas aux portes de l'**usine**.
83. Les lésions et les maladies professionnelles mortelles se chiffrent désormais à 2,78 millions de cas par an, auxquels viennent **s'ajouter** les cas de violence au travail, en particulier à l'**égard** des femmes.
84. Vingt pour cent environ des cas **d'asthme** sont liés au travail, et même dans les pays industrialisés, les maladies que l'on croyait éradiquées, telles que la pneumoconiose, réapparaissent alors qu'il **n'existe** toujours pas **d'interdiction** effective de l'**amiante** au niveau mondial.
85. Compte tenu des nouvelles épidémies de maladies professionnelles et de l'**augmentation** des risques psychosociaux qui provoquent la détresse et le désespoir dus aux attaques cardiaques, aux suicides, aux accidents vasculaires cérébraux et aux addictions, nos lieux de travail ne sont simplement pas sûrs.
86. Le harcèlement sexuel est un facteur à risque fortement prévalent et ayant de graves effets négatifs sur la santé et la sécurité de nombreux travailleurs, en particulier les femmes. Si nous voulons garantir une santé et une sécurité au travail pour tous les travailleurs/euses, les syndicats doivent reconnaître le harcèlement sexuel comme une question relevant de la santé et de la sécurité et oeuvrer pour adopter des mesures préventives contre le risque de harcèlement sexuel.
87. Les syndicats ne pourront jamais accepter que les risques de blessures, de maladies ou de décès puissent faire partie du travail. Le droit de savoir, le droit de participer et le droit de refuser de travailler dans des conditions dangereuses sont fondamentaux. Les normes fondamentales de l'**OIT**

constituent un élément essentiel de l'**avenir** du travail que nous voulons, et les normes en matière de santé et de sécurité au travail doivent être incluses en tant que normes fondamentales du travail pour tous les travailleurs et travailleuses, quel que soit le type de relation de travail.

88. La pression de travail accrue, l'**embauche** de travailleurs/euses temporaires non formés et les problèmes linguistiques contribuent de manière significative aux conditions de travail dangereuses et à la hausse des accidents, par exemple dans l'**industrie** de la construction.
89. Des mesures adéquates de prévention et de protection, y compris la protection des dénonciateurs, tout comme la formation et une communication claire sur le lieu de travail, sont des conditions importantes d'un environnement de travail sain et sûr. Tel doit être le cas sur tous les lieux de travail, tant ceux présentant un risque élevé d'accidents que ceux comportant un grand risque de maladies, y compris les maladies causées par un environnement de travail psychosocial malsain. Les employeurs ont la responsabilité de garantir la santé et la sécurité au travail, et doivent travailler avec les syndicats en ce sens, notamment en fournissant aux représentants syndicaux de la santé et de la sécurité le temps, la formation et les informations dont ils ont besoin.
90. Tous les travailleurs et travailleuses ont le droit de travailler sur un lieu de travail propre équipé d'**eau** potable et de toilettes propres pour les hommes et les femmes. Les employeurs doivent prévoir des zones propres équipées d'éviers, où les travailleurs/euses puissent préparer leur nourriture, manger et boire durant les pauses.
91. Le Congrès décide d'**intensifier** l'action syndicale mondiale en ce qui concerne toutes les questions en matière de santé et de sécurité au travail, tout en oeuvrant pour veiller à ce que les normes de l'**OIT** en matière de santé et de sécurité soient intégrées en tant que normes fondamentales du travail. Nous ferons campagne pour une interdiction mondiale de l'**amiante** et, comme dix pour cent des décès dus au cancer sont liés au travail, nous plaiderons en faveur de « zéro cancer au travail ». L'**adoption** universelle du règlement REACH (l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances) est fondamentale pour traiter de la production et de l'**utilisation** des substances chimiques et de leurs incidences possibles sur la santé humaine et l'**environnement**.

COMBATTRE LE POPULISME

92. On note une désillusion de plus en plus grande à l'égard de l'**idée** de la mondialisation et un recul en matière de respect des normes internationales, même au sein des économies développées. L'**intérêt** personnel, l'**absence** de solidarité, la cupidité, la xénophobie et le racisme concourent à créer un environnement favorable à la montée des partis politiques de droite et au populisme, ainsi **qu'au** repli nationaliste.

93. L'OIT n'est pas à l'abri de ces tendances. Les syndicats doivent promouvoir l'objectif de la justice sociale de cette institution internationale des plus importantes, y compris au moyen de ses mécanismes tripartites, de sa fonction de surveillance et de son rôle crucial à l'égard d'autres institutions internationales. En outre, les syndicats doivent oeuvrer pour améliorer son fonctionnement dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses.
94. Le Congrès appelle à une réforme du système multilatéral en vue de garantir les droits humains et une prospérité partagée à travers le développement durable et à la fin de la conditionnalité orthodoxe du FMI, qui a promu l'austérité en portant atteinte à la négociation collective, aux salaires minimums, aux services publics et à la protection sociale. Le Congrès réclame également la fin de la promotion de la déréglementation du marché du travail, de la privatisation de l'éducation et d'autres services publics essentiels, tels que la santé, l'électricité, l'assainissement et l'eau par la Banque mondiale.
95. Nous devons non seulement réformer les institutions internationales existantes, mais également envisager d'en créer de nouvelles afin de garantir que les travailleurs/euses aient voix au chapitre quant à notre vie, en particulier eu égard à l'évolution de la structure du capital. « Rien de ce qui nous concerne ne peut se faire sans nous » doit être le principe directeur. Le Congrès affirme que l'OIT doit être au coeur de ce système international afin d'assurer la cohérence des politiques internationales en faveur de la justice sociale et que ses normes, sa structure de gouvernance, ses programmes et financement autonomes, ainsi que son mandat constitutionnel soient respectés par toutes les institutions internationales. La priorité doit être accordée à l'OIT au sein du système de gouvernance mondiale afin d'exploiter pleinement le potentiel offert par cette agence tripartite des Nations unies exerçant une fonction normative pour répondre aux préoccupations réelles des travailleurs/euses et de leurs syndicats.

FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX

96. Dans un geste sans précédent, l'Assemblée générale des Nations unies a accordé le statut d'observateur à la Chambre de commerce international (CCI) en décembre 2016. C'est donc la première fois qu'une organisation commerciale a été admise en qualité d'observateur à l'Assemblée générale des Nations unies. Il est tout à fait inacceptable que les entreprises puissent s'exprimer directement à l'Assemblée générale, tandis que le mouvement syndical international, à travers la CSI et les FSI (Fédérations syndicales internationales), n'y a pas droit.
97. La CSI est dotée du statut consultatif général auprès de l'ECOSOC des Nations unies. En tant qu'étape sur la voie d'une réforme des Nations unies, la CSI et les FSI demandent le statut d'observateur officiel à l'Assemblée générale des Nations unies. Une campagne de plaidoyer a été lancée et se poursuivra jusqu'à ce qu'une réelle représentation des partenaires sociaux soit assurée.

Le Congrès appelle également ceux qui travaillent pour l'ONU à bénéficier du plein respect de leurs droits à la liberté syndicale et de négociation collective.

ABOLIR L'ESCLAVAGE MODERNE

98. Le Congrès se félicite de l'accent mis à l'échelle mondiale sur l'esclavage moderne, mais note que jusqu'à 89 millions de personnes ont été prisonnières de cette forme d'esclavage au cours des cinq dernières années. Les syndicats ont un rôle central à jouer pour parvenir à l'élimination totale de toutes les formes d'esclavage. Le Congrès de la CSI à Berlin l'a considéré comme prioritaire et il est désormais reconnu que la CSI est à la tête de la lutte pour l'élimination de l'esclavage moderne.
99. Le Protocole sur le travail forcé de l'OIT de 2014 définit les obligations précises des gouvernements pour prévenir et éliminer le travail forcé, et la CSI redoublera d'efforts pour obtenir l'adoption et l'application universelles de cet instrument important.
100. Éliminer l'esclavage moderne dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, en soutenant les actions entreprises par les FSI et les organisations affiliées dans des secteurs spécifiques, et mener la campagne pour l'abolition du système de la *kafala* dans tous les pays du Golfe s'inscrivent parmi les objectifs principaux de la lutte contre le travail forcé. Une attention particulière doit également être accordée aux travailleurs/euses migrants prisonniers de l'esclavage.
101. La campagne internationale visant à garantir que le Qatar, pays hôte de la Coupe du monde en 2022, mette fin au système de la *kafala* et mette sa législation en conformité avec les normes de l'OIT a eu un énorme impact au Qatar et a sensibilisé l'opinion publique à l'utilisation très répandue de l'esclavage moderne dans le Golfe. La CSI félicite ses organisations affiliées, tout comme l'IBB, l'ITF et les alliés de la communauté qui ont fait campagne pour dénoncer les conditions d'exploitation de deux millions de travailleurs migrants fournissant des services et contribuant à la construction de l'énorme programme d'infrastructure pour la Coupe du monde de la FIFA en 2022.
102. De nouveaux engagements ont été pris par le Qatar envers la CSI, l'IBB et l'ITF, et un programme de coopération technique a été établi entre l'OIT et le gouvernement.
103. Les activités de la CSI doivent continuer de s'axer sur la consolidation de ces acquis et l'intensification des efforts pour éliminer l'esclavage partout, notamment l'utilisation continue du système de la *kafala* par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en particulier. Des systèmes similaires existent également dans d'autres pays de la région.
104. Conjointement avec UNI et l'IBB, la CSI a contribué au développement du centre indépendant pour le sport et les droits humains, qui garantira une approche globale dans le monde du sport pour prévenir les violations des droits

des travailleurs et d'autres droits humains dans l'industrie du sport et y remédier. Les candidatures aux grands événements sportifs seront évaluées conformément à des critères en matière de droits humains et du travail, y compris des mesures de mise en oeuvre comprenant la diligence raisonnable et l'accès aux voies de recours pour garantir le travail décent dans la construction, les services et les chaînes d'approvisionnement pour la commercialisation liée aux grands événements sportifs et au secteur en général.

105. Conjointement avec les Fédérations syndicales internationales, la CSI appuiera les efforts pour mettre à profit l'attention de l'opinion publique en ce qui concerne les grands événements sportifs afin de relever les enjeux des entreprises mondiales pour qu'elles respectent les normes internationales du travail. Ceci comprend les systèmes de contrôle de l'OIT.

LE TRAVAIL DES ENFANTS

106. L'élimination du travail des enfants est une priorité pour le mouvement syndical. Malgré les progrès accomplis au cours des dernières décennies, environ 152 millions de filles et de garçons sont toujours astreints au travail des enfants, dont 73 millions employés dans ses pires formes. La CSI est engagée en faveur de la cible 8.7 des ODD des Nations unies concernant l'élimination totale et durable du travail des enfants d'ici 2025.
107. Aucun gouvernement ne peut échapper à ses responsabilités en matière de législation, de mise en oeuvre et de protection. Et aucune entreprise ne peut avoir recours au travail des enfants directement ni dans ses chaînes d'approvisionnement. Le recours au travail des enfants et au travail forcé doit être interdit dans les législations et réglementations nationales, régionales et internationales. Des stratégies visant à garantir que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité et un soutien aux familles pour veiller à ce que les enfants soient scolarisés au lieu de devoir travailler sont nécessaires pour éradiquer le travail des enfants, tout comme des conditions de travail dignes pour les parents, notamment la possibilité de s'organiser et de négocier collectivement.

2. La réglementation du pouvoir économique

108. Le Congrès déclare que le modèle économique mondial actuel est injuste et non durable. Il s'agit, par nature, d'un modèle d'inégalités, dans lequel les entreprises mondiales dominent les gouvernements et les citoyens et menacent la démocratie elle-même. Les travailleurs/euses et leurs familles sont en première ligne de la méfiance grandissante à l'égard de la mondialisation et nombreux sont ceux qui perdent confiance dans les principes mêmes de la démocratie. L'économie mondiale demeure compromise en l'absence d'une réglementation financière efficace, qui s'avère tout aussi nécessaire qu'avant la crise financière.

109. Le Congrès établit que la lutte contre toutes les formes de cupidité des entreprises et pour la réglementation du pouvoir économique dans l'intérêt public doit être intensifiée. Nous **n'accepterons** pas l'informalisation et la précarisation croissantes du travail, et nous contesterons le déploiement des technologies dans la production mondiale qui peuvent accroître les inégalités, notamment les inégalités entre hommes et femmes. Il est temps de changer les règles. Le mouvement syndical international ne laissera personne pour compte.
110. Le Congrès réclame la reconnaissance et le respect universels des systèmes de négociation collective à tous les niveaux, de la liberté syndicale et des droits fondamentaux au travail par l'ensemble des organisations internationales, en particulier les Institutions financières internationales. Le Congrès appelle au lancement d'une campagne mondiale en vue de réclamer leur engagement à respecter toutes les normes actualisées de l'OIT, notamment sur la liberté syndicale et la négociation collective, dans l'ensemble de leurs activités. La CSI devrait, en outre, établir un groupe d'experts syndicaux dédié aux IFI en vue d'élaborer la meilleure stratégie possible pour atteindre cet objectif et soutenir les organisations affiliées nationales. Le Congrès appelle la CSI à collaborer avec les FSI, et en particulier celles comptant des membres dans le secteur public, en vue de s'opposer aux programmes engendrant des inégalités, détériorant les conditions de travail et affaiblissant les systèmes de protection sociale promus par des organisations, telles que le FMI et la Banque mondiale. La CSI devrait rendre publics les objectifs déjà atteints dans la lutte contre les politiques de ces organisations. Les Nations unies, ainsi que **d'autres** organisations internationales, telles que la Banque mondiale et le FMI, doivent soutenir la fiscalité progressive et le renforcement des services publics, tels que la santé, l'électricité, l'assainissement, l'eau et les systèmes de sécurité sociale. Compte tenu du bilan négatif des partenariats public-privé, ces organisations devraient **s'abstenir** de les promouvoir dans le cadre de la coopération au développement.

LE POINT DE BASCULEMENT

111. Le monde atteint un point de basculement. Les entreprises multinationales, qui dépendent **d'une** structure commerciale basée sur **l'exploitation**, la discrimination, la violation des droits humains dans les chaînes **d'approvisionnement** et les violations généralisées des législations du travail nationales par les fournisseurs, sont désormais le moteur de 60 pour cent du commerce mondial. Les organisations syndicales aux quatre coins du monde doivent **s'unir** dans la lutte en faveur du travail décent.
112. La corruption, l'évasion fiscale et la pollution des terres, de **l'air** et de **l'eau** sont ancrées dans **l'économie** mondiale, alors que les entreprises se soustraient à leurs responsabilités en matière de diligence raisonnable, de mécanismes de réparation et de voies de recours requis par les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de **l'homme**.

113. Les grandes entreprises **n'emploient** directement que six pour cent des travailleurs et des travailleuses dont elles dépendent pour générer leurs bénéfices. Quatre-vingt-quatorze pour cent des travailleurs/euses dans les chaînes **d'approvisionnement** qui représentent la main-d'**oeuvre** cachée contribuant à la croissance massive mondiale doivent obtenir une part équitable des dividendes de la production et de la richesse créée. Les structures **d'entreprise** changent en raison de l'**importance** croissante des grandes entreprises de technologie. Entretemps, les multinationales continuent de transférer subrepticement les bénéfices, qui pourraient être utilisés pour augmenter les salaires des travailleurs et payer des impôts, vers des paradis fiscaux au profit des riches.
114. Les bénéfices des entreprises résultent trop souvent de la recherche des coûts les plus faibles et de la plus grande flexibilité débouchant sur des salaires beaucoup trop bas qui ne permettent pas aux travailleurs/euses de vivre décemment et des emplois qui causent des décès, des blessures et des maladies. Les secteurs à mobilité élevée, dépendant des coûts et à forte intensité de main-d'**oeuvre**, tels que la construction, sont fortement tributaires du travail informel et précaire. Les chaînes **d'approvisionnement** mondiales dépendent également de plus en plus du travail informel et précaire, voire du travail des enfants et de l'**esclavage**. L'**éclatement** des responsabilités inhérentes à la composition complexe des chaînes d'approvisionnement mondiales, à plusieurs niveaux, a entraîné un déficit de gouvernance qu'il convient de surmonter. Les entreprises au sommet de la chaîne doivent être tenues de garantir le respect des droits fondamentaux et des conditions décentes à tous les niveaux. Ceci comprend la transparence et le contrôle, ainsi que des mécanismes négociés et des dispositions législatives garantissant le respect et des voies de recours
115. Les gouvernements se plient aux exigences des entreprises, des banques et des marchés financiers. Ils sont pris au piège des mesures d'austérité – conformes à l'**orthodoxie** qui a échoué du FMI, de la Banque mondiale et d'autres institutions – qui portent atteinte aux droits des travailleurs, aux salaires, à la protection sociale et aux services publics.

UN NOUVEAU MODÈLE DE COMMERCE

116. Nous soutenons un modèle de commerce fondé sur la justice sociale. Nous rejetons les accords commerciaux et d'investissement et les guerres commerciales engagées par les élites **d'entreprises** dans leur propre intérêt. Les accords commerciaux doivent assurer une amélioration des droits du travail et la protection des services publics. Nous nous opposons à une vision de libre-échange qui **n'intègre** pas un commerce juste, qui déréglemente l'**emploi**, les normes alimentaires, sur la protection des consommateurs et environnementales; qui transfère des services publics, tels que la santé, à des entreprises multinationales voraces; et qui octroie aux investisseurs étrangers le droit privilégié de poursuivre les gouvernements élus démocratiquement pour avoir agi dans l'intérêt des travailleurs/euses. Nous demandons que les

accords commerciaux, les investissements et la politique de concurrence récompensent le respect des normes de l'OIT, interdisent le dumping social et incorporent les conditions d'une transition juste. L'OIT devra être l'autorité chargée de l'interprétation des dispositions sociales contraignantes dans les accords commerciaux et la CSI promouvra l'introduction de clauses sociales de la « nation la plus favorisée » dans ces accords afin de renforcer les normes.

117. Les droits du travail, notamment le droit de former des syndicats, le droit de négociation collective et le droit de grève, sont essentiels pour assurer le développement social et économique. La CSI s'engage à soutenir l'inclusion de l'ensemble des normes actualisées de l'OIT dans les accords commerciaux afin de prévenir le nivellement vers le bas des réglementations. Ces normes de l'OIT devraient être rendues exécutoires dans les accords au travers du règlement général des différends et des mécanismes de plaintes, prévoyant des sanctions économiques en cas de violations. Les accords commerciaux et d'investissement sont et doivent être des outils pour le développement économique, social, environnemental et démocratique, y compris la liberté syndicale et le dialogue social, et être profitables aux travailleurs/euses et à leurs communautés. La CSI défendra et promouvra les évaluations d'impact particulières sur le genre, ainsi que les dispositions sur la promotion de l'égalité des genres. Le Congrès s'engage en faveur d'un commerce mondial équitable où les droits humains sont une obligation de diligence raisonnable inscrite dans les accords commerciaux.
118. Les gouvernements des pays en voie de développement se lancent de plus en plus dans des accords de libre-échange avec les pays développés. Ces accords déséquilibrés portent atteinte aux droits économiques, sociaux et environnementaux. Nous demandons que ces accords de libre-échange intègrent la mobilité des personnes, le transfert des connaissances et des technologies et l'aide au développement afin de dépasser les intérêts purement commerciaux.
119. Les entreprises ont à présent lancé une nouvelle vague d'accords commerciaux qui fixent les règles de la mondialisation davantage dans leur intérêt, allant bien au-delà des tarifs douaniers afin de restreindre la capacité des gouvernements à fournir des services publics et à réglementer dans des domaines, tels que la santé et la sécurité, la confidentialité des données, la propriété intellectuelle, les médicaments, les mécanismes de stabilité financière et l'environnement.
120. Les accords commerciaux doivent respecter le pouvoir réglementaire et la prestation des services publics par les gouvernements. Garantir un accès universel à des services publics de qualité doit prévaloir sur la promotion de la libéralisation, de la privatisation et des droits des investisseurs.
121. Ces accords imposent la vision qu'ont les entreprises des politiques de concurrence et mettent en place des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États en vertu desquels les États peuvent être poursuivis

en justice à grands frais s'ils promulguent des politiques démocratiques. La multiplication excessive de ces accords commerciaux bilatéraux et plurilatéraux met en péril le système commercial multilatéral et suscite des réactions parmi l'opinion publique qui rendent le terrain propice à des guerres commerciales.

122. Les médicaments sont conçus à l'aide d'énormes fonds publics et vendus ensuite à des prix nettement supérieurs aux coûts réels. La CSI réclame un accès universel à des médicaments essentiels abordables, qui devraient être gratuits pour ceux qui ne sont pas en mesure de les payer.
123. La politique commerciale, les droits de propriété intellectuelle et la politique de concurrence doivent être réformés afin de favoriser et d'appuyer des transitions justes et le travail décent. Les accords commerciaux internationaux doivent inclure des clauses sociales et environnementales contraignantes basées sur les Conventions pertinentes de l'OIT.
124. En outre, nous insistons pour que l'OMC soit réformée afin d'inclure des engagements contraignants en matière de droits fondamentaux du travail et d'autres droits humains et d'aborder efficacement la surcapacité globale d'industries clefs. Les positions adoptées par le mécanisme de contrôle de l'OIT devraient être contraignantes pour le système de règlement des différends de l'OMC.
125. Ce n'est que grâce à ces changements profonds dans le modèle commercial que les travailleurs/euses pourront considérer le commerce comme une voie vers une prospérité partagée plutôt que comme un échange à somme nulle qui a incité de nombreuses personnes à rejoindre les rangs de la droite.

DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

126. L'influence des entreprises conduit également les gouvernements et les institutions à adopter l'idéologie de privatisation et de libéralisation, ainsi que le modèle de sous-traitance des services publics qui a échoué. Nous réitérons que l'appropriation et les investissements publics, ainsi que le contrôle et l'appropriation démocratiques constituent des moyens appropriés d'atteindre des objectifs sociaux, et nous réclamons la promotion des services publics de qualité et l'adoption de politiques progressistes de passation de marchés publics. La privatisation et la libéralisation, y compris les partenariats public-privé néfastes, ont causé d'énormes préjudices aux services dont dépendent les travailleurs/euses, ont accentué les inégalités en enrichissant les entreprises privées, ont aggravé l'insécurité et ont eu pour conséquence des salaires inférieurs pour les travailleurs/euses, en particulier dans les pays moins riches. Le Congrès se déclare fermement opposé à la destruction des systèmes actuels de sécurité sociale et à l'imposition d'une conditionnalité injuste en leur sein, et luttera activement pour les améliorer. Nous lutterons également pour étendre la protection sociale à tous.
127. Le Congrès appuie le rôle essentiel joué par les services publics de qualité universels dans la réalisation des droits humains, la lutte contre les inégalités,

la promotion du développement économique et l'instauration de la stabilité sociale et de la paix. Le Congrès **s'oppose** à la privatisation et à l'application de solutions fondées sur le marché pour offrir un accès universel aux services publics essentiels. Le Congrès **s'oppose** à la tendance qui consiste à effectuer des coupes budgétaires au sein des services publics et à confier les prises de décisions à des cabinets de conseil, à des groupes **d'intérêt** spécifiques et à des prestataires privés.

128. La CSI fera campagne, de concert avec les FSI et ses organisations affiliées, pour un accès universel à des services publics de qualité, notamment la santé, l'éducation, **l'eau, l'énergie**, l'assainissement, la justice et les services de soins sociaux essentiels, et contre toute forme de privatisation.

UN SYSTÈME FISCAL ÉQUITABLE

129. Le Congrès rejette le principe de la concurrence fiscale entre les pays. Une coopération internationale en matière de fiscalité est nécessaire pour réformer les règles fiscales mondiales défaillantes. Au cœur du problème se situe le principe erroné selon lequel les entreprises du même groupe feraient des échanges commerciaux entre elles comme elles le feraient sur le marché libre. Seule une taxation unitaire des entreprises multinationales pourra changer les choses. La CSI soutiendra les Fédérations syndicales internationales et ses organisations affiliées dans leur lutte pour la justice fiscale. **L'incapacité** des gouvernements à réglementer et à taxer les conglomérats du numérique mondiaux permet au pouvoir de monopole **d'être** accumulé dans de nombreux secteurs de **l'économie** mondiale. La volonté politique de légiférer dans le cadre des politiques du travail, fiscales et sociales des plateformes numériques mondiales fait défaut. La position dominante sur le marché des entreprises, dont la grandeur les rend intouchables, détruit les emplois locaux et les petites entreprises et porte atteinte à la liberté syndicale et à la négociation collective. Compte tenu de la collecte de vastes quantités de données personnelles sur leur main-**d'œuvre** et leurs clients, leur comportement prédateur ne connaît pas de limites.
130. Ces entreprises illustrent de façon éloquent le comportement de la majorité des sociétés mondiales qui recourent aux régimes transfrontaliers pour se soustraire à leurs responsabilités en matière de droits des travailleurs, de fiscalité et **d'environnement**.

LA CRISE MONDIALE DES SALAIRES

131. Une augmentation du salaire minimum s'impose de toute urgence pour des millions de personnes, afin de garantir un salaire digne couvrant les coûts des besoins élémentaires d'une famille. Elle représenterait une fraction des bénéfices engendrés par les principales entreprises, où chaque travailleur dans leurs chaînes **d'approvisionnement** peut leur faire gagner **jusqu'à** 17 000 USD.

132. Le Congrès charge, en outre, la CSI et ses Organisations et structures régionales, en collaboration avec le groupement Global Unions et les organisations affiliées, de faire campagne pour des salaires décents et des augmentations salariales dans toutes les régions du monde. Dans les pays africains, asiatiques et latino-américains, des salaires planchers basés sur le coût d'un panier de biens essentiels doivent être établis afin de garantir un salaire minimum permettant aux travailleurs/euses et à leurs familles de vivre dignement. La CSI appuiera le travail de la CES pour assurer des hausses salariales générales en Europe, notamment sa campagne « *Pay Rise* ».



133. Bien que les salaires minimums, négociés ou imposés légalement, doivent fixer le plancher pour garantir une vie décente, les travailleurs/euses doivent également pouvoir négocier librement des conventions collectives par le biais de leur syndicat en vue d'obtenir des salaires reflétant la vraie valeur du travail qu'ils accomplissent et de bénéficier de conditions de travail décentes.

LA LUTTE CONTRE LA CUPIDITÉ DES ENTREPRISES

134. Le pouvoir des entreprises échappe à tout contrôle. Le modèle de cupidité des entreprises et de corruption représenté par des sociétés, telles que Samsung, qui font preuve d'un antisyndicalisme virulent, déniaient la liberté syndicale et payant des salaires de misère dans les chaînes d'approvisionnement, doit être dénoncé. Leurs travailleurs/euses paient de leur vie et de leurs moyens de subsistance pour un modèle d'entreprise qui place les bénéfices avant leur sécurité et leur possibilité de mener une vie digne.
135. Ce modèle économique doit être remplacé par des systèmes de relations de travail constructives conformément aux Conventions 87 et 98 de l'OIT, le travail décent, la protection sociale et un climat politique stable sans crainte de représailles. Le dialogue social et les conventions collectives fournissent une méthode inégalée pour promouvoir la justice sociale et accomplir des progrès sociaux et économiques inclusifs. La négociation collective à tous les niveaux, le dialogue social et le tripartisme constituent des outils fondamentaux pour lutter contre les inégalités et doivent être au cœur de ces systèmes. L'élargissement de la couverture de la négociation collective constitue un objectif syndical essentiel pour résoudre le problème de l'accroissement des inégalités. La CSI s'engage à soutenir les organisations nationales dans leurs activités connexes et à défendre cette politique auprès des institutions internationales.

136. Le Congrès confirme que nous devons nous organiser pour changer les règles. Le Congrès charge la CSI, ses Organisations et structures régionales, en collaboration avec le groupement Global Unions et les organisations affiliées, de lutter pour:
- une Convention de l'OIT sur les chaînes **d'approvisionnement** comprenant des cadres mondiaux qui incorporent les normes fondamentales du travail en matière de négociations transfrontières et de négociation collective;
 - la mise en oeuvre effective de la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales;
 - l'**incorporation** des normes de l'OIT sur la santé et la sécurité au travail dans les normes fondamentales du travail;
 - l'**obligation** de diligence raisonnable pour toutes les chaînes **d'approvisionnement**, y compris de nouvelles formes de chaînes de services internationales, des mécanismes de réparation à tous les niveaux et des voies de recours;
 - un traité contraignant des Nations unies sur les entreprises et les droits humains, **s'appuyant** sur des systèmes de recours effectifs;
 - un renforcement des Points de contact nationaux en ce qui concerne les réclamations conformément aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales;
 - des mécanismes de mise en conformité pour garantir une meilleure application des accords internationaux entre le groupement Global Unions et les entreprises multinationales;
 - une coopération fiscale internationale, une législation sur la fiscalité progressive et des mesures de mise en conformité, y compris un traité sur la fiscalité mondiale, un registre des actifs globaux, un taux effectif de **l'impôt** sur les sociétés de minimum 25 pour cent et, enfin, un organisme mondial chargé de la fiscalité;
 - l'**intégration** des normes de l'OIT, y compris les normes fondamentales, dans les procédures de passation de marchés publics pour les grands projets d'infrastructures financés par les IFI, ainsi que dans les conditions générales des IFI;
 - des accords commerciaux justes qui ne mettent pas en péril le système commercial multilatéral, qui ne limitent pas la capacité des gouvernements à prendre des décisions, qui **n'encouragent** pas la privatisation, qui ne mettent pas à mal la démocratie, qui ne confortent pas les intérêts des entreprises, qui ne promeuvent pas de programme de déréglementation et qui ne prévoient aucun RDIE.
137. La CSI collaborera avec les FSI pour renforcer et reproduire l'**Accord** sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh et d'autres formes de responsabilité sociale promue par les travailleurs/euses dans les chaînes **d'approvisionnement**, pour garantir des droits et des conditions de travail décentes.

138. En cas de violation manifeste et grave de la loi, la CSI fournira un soutien, le cas échéant, aux organisations affiliées engageant des poursuites dans les juridictions locales, régionales ou mondiales et aidera les organisations affiliées à renforcer leur capacité juridique.
139. La CSI, la TUAC (Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) et les FSI sont unies dans la campagne en faveur de la diligence raisonnable dans les chaînes **d'approvisionnement** incluant des procédures de réclamation efficaces visant à assurer des voies de recours, conformément aux Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Ceci constitue une base pour responsabiliser les entreprises, et des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la loi sur le « devoir de vigilance » en France, le Pacte tripartite aux Pays-Bas, l'Accord de Bangladesh, le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et les négociations sur un traité contraignant des Nations unies pour les entreprises et les droits humains. Cette dynamique doit désormais être soutenue par tous les partenaires et doit se traduire par des progrès tangibles en matière de diligence raisonnable et d'accès aux recours.
140. La cupidité des entreprises se manifeste à travers le recours à un nombre croissant de travailleurs/euses avec des contrats flexibles et temporaires, au lieu **d'embaucher** des travailleurs/euses sur la base d'un contrat de travail à durée indéterminée. Elle se manifeste en outre à travers le recours à des travailleurs/euses en nuage (« *cloud workers* ») et/ou sur les plateformes qui sont « indépendants », non par choix mais sous la contrainte. La CSI cherchera à limiter ce type **d'emploi** afin de veiller à ce que les employeurs ne retirent aucun avantage en remplaçant les contrats de travail à durée indéterminée par un travail précaire, et à organiser et à garantir les droits, notamment la négociation collective, à tous les travailleurs/euses, indépendamment de la nature de leur relation de travail, y compris les relations contractuelles. La CSI cherchera à promouvoir des politiques et des instruments légaux aux échelons national et international visant à démanteler les pratiques frauduleuses **d'emploi** dans les chaînes d'approvisionnement, en vue de protéger les droits des travailleurs quelle que soit la relation de travail. L'action en la matière doit être prioritaire.
141. Le Pacte mondial, lancé par la Suède et promu par l'OCDE et l'OIT, constitue une base importante pour promouvoir le dialogue social et la négociation collective avec les entreprises multinationales, et doit être soutenu par le mouvement syndical international.
142. Pour combler le fossé grandissant entre le travail et le capital, un changement est nécessaire dans les relations de pouvoir. Nous lutterons pour un nouveau contrat social innovant pour atteindre les ODD, englobant:
 - la garantie des salaires minimums vitaux et de la négociation collective;
 - le plein emploi assurant des emplois sûrs et décents et l'**élaboration** tripartite de politiques de développement industriel favorables aux travailleurs/euses;

- une protection sociale universelle et des services publics universels pour tous;
- des lois garantissant les droits des travailleurs/euses conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux normes de l'OIT;
- un apprentissage tout au long de la vie mettant fortement l'accent sur la qualité de l'éducation publique et de la formation des travailleurs/euses;
- l'égalité entre hommes et femmes et la non-discrimination;
- le droit au travail et l'égalité de traitement pour les migrants et les réfugiés; et
- l'élimination de la fraude fiscale et de la corruption des entreprises.

143. Afin de donner la priorité aux personnes et à la planète, et non pas aux profits des entreprises, nous devons reprendre le contrôle du capital des travailleurs/euses. Une option qui s'est avérée efficace est la gestion de l'épargne retraite. Nous encourageons les organisations affiliées à soutenir ou à rejoindre le Comité sur le capital des travailleurs (CWC), une initiative de la CSI, des FSI et de la TUAC/OCDE, et à promouvoir le partage d'informations et les actions conjointes en matière de capital des travailleurs.

3. Les transformations à l'échelle mondiale – des transitions justes

144. Bien que les richesses mondiales aient augmenté de 30 pour cent au cours des dix dernières années et le PIB mondial ait plus que triplé durant les 20 dernières années, la pauvreté demeure endémique et pratiquement un milliard de personnes vivent toujours avec moins de 1,90 USD par jour. La pauvreté parmi les travailleurs/euses est à la hausse dans le monde entier, et un travailleur sur six en Europe est qualifié de « travailleur pauvre ». Les inégalités s'accroissent et la protection sociale est inexistante ou inadéquate pour plus de 70 pour cent de la population mondiale. Les conflits et le désespoir économique ont entraîné des niveaux historiques de migrations et de flux de réfugiés, tandis que l'accélération du changement climatique et les défis en matière de santé publique, notamment les pandémies et épidémies, demeurent des menaces omniprésentes.

145. Ces réalités, conjuguées à l'expansion rapide de la numérisation, de l'automatisation et aux transformations des technologies énergétiques et de production, génèrent d'énormes risques pour le monde du travail, y compris pour la stabilité et la sécurité des emplois. Les transformations à l'échelle mondiale nous offrent des possibilités de transitions justes. Les progrès technologiques dans le monde du travail sont les bienvenus pour autant que le mouvement syndical international participe à la conception et à la réglementation du processus, et ce de manière responsable. Le mouvement syndical international veut construire un monde meilleur et la technologie peut servir d'outil pour y parvenir.

146. En l'absence d'une intervention réglementaire et d'investissements dans la création d'emplois, les risques liés à ces transformations à l'échelle mondiale

comprennent une hausse du chômage, une nouvelle intensification du travail et davantage de déplacements de populations.

147. Le Congrès déplore les niveaux extrêmement élevés et croissants **d'inégalités** à **l'échelle** mondiale et exige une transition juste vers une économie numérique et à faible émission de carbone garantissant le plein emploi et un avenir du travail durable, équitable et exempt de discrimination fondée sur le genre, la race, **l'idéologie** ou tout autre motif.
148. Le mouvement syndical international **n'acceptera** pas une augmentation de la précarisation et de **l'informalisation** du travail sous prétexte d'innovation ni ne permettra que la technologie favorise la polarisation de **l'emploi** et des inégalités irréversibles. La CSI exige que toutes les transformations dans le monde du travail **s'opèrent** dans le cadre de transitions justes. Les processus de changement peuvent et doivent profiter au plus grand nombre, plutôt qu'accroître la richesse et le pouvoir d'une minorité.
149. La CSI promouvra une négociation collective centralisée et coordonnée, où des dérogations sur le lieu de travail ne seront accordées que si elles améliorent les conditions de travail, au lieu d'une fragmentation de la négociation collective. Les travailleurs/euses doivent pouvoir jouir de ce droit à tous les niveaux et en ce qui concerne toutes les questions liées aux intérêts des travailleurs/euses.
150. Le dialogue social implique **l'existence** et l'application effective du droit de négociation collective et de la liberté syndicale. Ainsi, le dialogue social est plus vaste que la négociation collective et peut impliquer les gouvernements à différents niveaux.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

151. Les changements technologiques imminents bouleverseront probablement le monde du travail par **l'expansion** rapide de la numérisation et exigeront de nouvelles compétences aux travailleurs/euses. **L'automatisation** et les transformations dans **l'organisation** des processus de production viennent **s'ajouter** à **l'insécurité** des travailleurs/euses quant à la forme des lieux de travail de **l'avenir**, à la diminution des possibilités **d'emploi**, à la résilience des systèmes de sécurité sociale et à **l'augmentation** des inégalités du fait de la pression salariale.
152. La numérisation ouvre également de nouvelles perspectives en matière de création **d'emploi**, d'amélioration des conditions de travail et de vie, de développement des compétences et de revenus. La numérisation représente un nouveau défi économique et social affectant les structures économiques, les chaînes de valeurs et les relations de pouvoir. Le Congrès exprime sa préoccupation à l'égard de l'investissement accru des réseaux sociaux par les groupes extrémistes de tout bord pour répandre la peur, la stigmatisation et les replis identitaires.

153. Le Congrès décide que cette transition vers les nouvelles technologies doit être soutenue par des politiques vigoureuses, la participation des partenaires sociaux moyennant la négociation collective et l'intervention de l'État, et non pas seulement par des considérations technologiques et la course au profit. La numérisation et l'automatisation doivent profiter à nous tous, notamment grâce à une meilleure qualité des services et des produits et au développement personnel au travail. À l'époque de la numérisation croissante, le Congrès réaffirme le principe selon lequel le travail n'est pas une marchandise.
154. La réduction du temps de travail négociée collectivement constitue un levier pour mettre les progrès technologiques au service du progrès de l'humanité. Elle constitue un outil essentiel pour aider le personnel surchargé ne disposant pas de temps pour mener une vie privée et familiale, ainsi que les personnes (principalement les femmes) qui sont confinées dans le sous-emploi, la précarité et le travail à temps partiel. La réduction collective du temps de travail constitue un moyen de garantir l'égalité entre hommes et femmes et de contribuer à une meilleure gestion du temps.
155. Les réductions à grande échelle de la protection de l'emploi, de même que l'« ubérisation » prédatrice de l'économie, alimentent les craintes et les inégalités. En l'absence de réglementation, les entreprises-plateformes augmentent le travail informel et d'autres formes de travail exclues des législations du travail, du dialogue social et de la protection sociale au détriment des emplois décents, touchant particulièrement les femmes.
156. Une attention particulière doit être accordée aux travailleurs/euses dans les entreprises-plateformes ainsi qu'aux travailleurs/euses « en nuage » (« *cloud workers* »), qui sont privés d'un véritable statut professionnel, du droit de contrôler leur propriété intellectuelle et des prestations et droits fondamentaux dont devraient bénéficier tous les travailleurs et travailleuses. Classés de force comme entrepreneurs indépendants, au détriment de leurs revenus, de leurs perspectives de retraite, de leur vie professionnelle et vie privée, ces travailleurs/euses ont besoin du soutien des syndicats pour s'organiser et entreprendre des actions collectives. La CSI promouvra des actions syndicales internationales destinées à aider les syndicats à les organiser et à les représenter, ainsi qu'à réclamer la reconnaissance juridique de leurs droits.
157. Ceux et celles qui choisissent ou sont obligés de travailler comme indépendants doivent avoir le droit d'adhérer à des syndicats et doivent être considérés comme des travailleurs/euses. Ils doivent avoir le droit de négocier collectivement afin de fixer les prix contractuels et les conditions qui y sont associées.
158. Les géants de l'internet, tels qu'Alibaba, Amazon, Apple, Facebook, Google et Weibo, dominant de plus en plus non seulement les données mais également la vie économique et sociale et, dans de nombreux cas, déforment la politique nationale et internationale. Si le contrôle humain est abandonné aux algorithmes et à l'intelligence artificielle, le monde devra faire face à une

désintégration sociale. Le Congrès décide de tenir les gouvernements pour responsables de la protection de la vie privée des citoyens et de responsabiliser les entreprises multinationales en termes de protection des données à l'égard de leurs employés, clients et de l'ensemble de la société. Les êtres humains doivent obtenir et conserver le contrôle démocratique des données afin d'utiliser les technologies en vue de progrès sociaux et économiques, et les travailleurs/euses doivent avoir le droit de rejeter une surveillance intrusive par les employeurs sur leur lieu de travail et dans leur vie privée.

159. Les avancées technologiques peuvent favoriser les plus grandes augmentations de productivité de l'histoire, tandis que l'écart entre la croissance de la productivité et la croissance salariale se creuse depuis longtemps. Les travailleurs/euses doivent pouvoir décider, participer, être consultés et impliqués lorsque de nouveaux modes de production sont développés. Tous les travailleurs/euses doivent être dotés des compétences adéquates, de sorte que personne ne soit laissé pour compte lorsque des changements technologiques se produisent. Le Congrès engage la CSI à développer et à soutenir l'échange d'informations et d'expériences en matière d'organisation des travailleurs/euses dans le cadre des avancées technologiques.
160. Pour les économies en développement et les économies émergentes, les progrès rapides de l'automatisation et l'utilisation de robots, ainsi que la « relocalisation » de l'industrie manufacturière dans les économies développées limitent le potentiel de création d'emplois de l'industrie manufacturière en pleine croissance. Il sera, dès lors, plus difficile de générer le taux de croissance d'emploi nécessaire pour le nombre élevé de jeunes qui accèdent au marché du travail chaque année.
161. La CSI soutiendra également l'organisation des Fédérations syndicales internationales et de ses organisations affiliées contre le traitement déshumanisant auquel sont confrontés les travailleurs/euses dans les géants de la technologie, qui ne font pas de distinction entre le traitement des êtres humains et les robots.
162. L'avenir du travail doit être un avenir où sont garantis des emplois sûrs et des droits. Les changements ne peuvent être uniquement dictés par le marché et les possibilités technologiques. Les gouvernements doivent élaborer des politiques appropriées en matière d'industrie et d'emploi par le biais du dialogue social et en garantissant des transitions justes, afin qu'il soit possible d'engager de réelles discussions et négociations concernant les changements dans l'organisation du travail. Toutes les parties prenantes doivent être associées aux processus de planification stratégique, assortis de politiques actives du marché du travail en vue de tirer le meilleur parti des changements technologiques, de créer de nouveaux emplois décents et de garantir des possibilités de reconversion et d'apprentissage tout au long de la vie à tous les travailleurs/euses, et notamment ceux exposés au risque de marginalisation.

Des possibilités d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie doivent être offertes à tous les travailleurs/euses quel que soit leur niveau de compétences. Les systèmes de sécurité sociale et les politiques en matière de retraite doivent également jouer un rôle central. Le dialogue social et la négociation collective ont été des facteurs clés de la flexibilité axée sur les travailleurs et de l'**innovation** inclusive dans le passé, et doivent continuer de l'être.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

163. L'**Accord** de Paris sur le climat constitue une étape importante vers la durabilité, mais les gouvernements doivent relever leur degré **d'ambition** et garantir des investissements dans l'**emploi** et une transition juste. Des vies sont sacrifiées et des moyens de subsistance sont détruits en raison du changement climatique, et un monde avec une hausse de plus de 1,5°C de la température sera dangereux et risqué pour la nature, les sociétés et les économies.
164. Les travailleurs/euses directement touchés doivent être traités de façon équitable. La charge du changement ne doit pas peser sur ceux qui sont le moins bien armés pour l'**affronter** – ni dans les industries qui seront inévitablement en déclin, ni dans les pays en développement nécessitant davantage **d'énergie** pour le développement économique et social. Des responsabilités communes mais différenciées doivent garantir que les pays qui sont devenus riches tout en émettant des gaz à effet de serre assument des responsabilités supplémentaires. Le mouvement syndical a lutté pour obtenir l'**engagement** des gouvernements en faveur **d'une** transition juste dans l'**Accord** de Paris et, par la suite, l'**adoption** des Principes directeurs de l'**OIT** pour une transition juste. Il reste, toutefois, encore beaucoup à faire pour garantir le respect de l'Accord.
165. La lutte contre le changement climatique exige des investissements dans des technologies durables et à faible teneur en carbone. Cet objectif nécessite le déploiement à l'**échelle** mondiale **d'industries** innovantes et efficaces, des énergies renouvelables et des réseaux **d'énergie** intelligents. Le mouvement syndical international voit dans ce développement une opportunité considérable de création **d'emplois** de meilleure qualité, ainsi que de croissance et de développement régionaux.
166. Les coûts des politiques en matière de changements climatiques doivent également être distribués équitablement entre pays. Les politiques en matière de changements climatiques ne doivent pas entraîner **d'accroissement** des inégalités de revenus.
167. Nous appelons les pays à entreprendre des évaluations des incidences sur la distribution des coûts et des avantages des mesures politiques en matière de changements climatiques et de transition énergétique entre pays.

168. La remunicipalisation est une stratégie viable pour une transition énergétique juste sur le plan social, qui place les personnes au premier plan, et non pas les profits.

LES PERSONNES EN CHARGE

169. En l'**absence** de transitions justes, les risques des changements climatiques et de la quatrième révolution industrielle peuvent **l'emporter** sur les énormes avantages et le potentiel **qu'offre** la technologie. L'égalité d'accès à une éducation de qualité, y compris l'apprentissage tout au long de la vie, et l'**égalité** d'accès et l'**utilisation** de la technologie sont indispensables pour garantir des transitions justes. Ceci est particulièrement important pour les jeunes qui entrent actuellement dans le monde du travail.
170. Les garanties **d'une** transition juste doivent être au coeur de toutes les transformations à **l'échelle** mondiale, notamment le changement climatique, **l'innovation** technologique ou les flux de migrants et de réfugiés. Des transitions justes requièrent:
- des plans pour la création d'emplois verts;
 - des pensions sûres pour les travailleurs/euses âgés confrontés à un déplacement;
 - des garanties de compétences et de redéploiement/emploi pour tous les travailleurs/euses, y compris ceux qui accèdent au marché du travail, pour soutenir la mobilité professionnelle;
 - des garanties de travail décent – droits du travail, salaires minimums vitaux et négociation collective;
 - le droit au travail et **l'égalité** de traitement pour les migrants et les réfugiés;
 - une transition de **l'économie** informelle vers l'économie formelle et la lutte contre **l'informalisation** croissante du travail;
 - une protection sociale universelle, y compris une protection des revenus pour tous;
 - un investissement dans des emplois de qualité et des communautés durables;
 - la mise en oeuvre du dialogue social et des mécanismes tripartites efficaces (C. 144 de **l'OIT**); et
 - le renforcement des droits d'information et de consultation des travailleurs/euses.
171. Les travailleurs et les travailleuses ont le droit de savoir et de négocier avec les gouvernements et les employeurs afin de veiller à ce que des mesures de transition juste soient mises en place contre toutes les transformations économiques, environnementales, démographiques et liées au travail. Le dialogue social et la négociation collective doivent être respectés et renforcés par tous les gouvernements, employeurs et autres institutions, comme base pour garantir **l'avenir** du travail que les citoyens souhaitent. **L'initiative** du Pacte mondial peut contribuer à créer une dynamique en vue **d'atteindre** ces

objectifs. Le Centre pour une transition juste de la CSI peut contribuer à garantir que les syndicats, les gouvernements, les entreprises, les villes et les communautés concernées puissent travailler ensemble et que l'action pour le climat assure des emplois verts, sûrs et décents. Dans toutes ces instances et initiatives, les Conventions et Recommandations de l'OIT doivent constituer les normes minimales acceptables. **L'investissement** dans des politiques actives du marché du travail et **l'éducation**, y compris **l'apprentissage** tout au long de la vie, est essentiel pour garantir des transitions justes. Toutefois, les niveaux actuels **d'investissement** sont tout à fait insuffisants, dans la mesure où les pays de l'OCDE consacrent seulement 1,32 pour cent de leur PIB aux mesures actives du marché du travail et 4,4 pour cent à **l'éducation**. Ces investissements doivent être augmentés. Bien que la protection sociale et la protection des travailleurs/euses vulnérables dans des secteurs clefs soient nécessaires, ils seraient insuffisants. Un investissement considérable dans **l'infrastructure** et des emplois verts s'avère essentiel.

172. Des transitions justes, avec une société fondée sur la paix, la démocratie et les droits, ainsi qu'un marché du travail performant et juste ne peuvent être garantis que s'ils sont soutenus par un investissement dans une éducation de qualité pour tous. Ceci implique:

- un enseignement de qualité – en recrutant des candidats de haut niveau à **l'enseignement**, bénéficiant **d'une** formation initiale des enseignants de grande qualité et d'un soutien tout au long de leur carrière moyennant des formations continues;
- des instruments de qualité pour **l'enseignement** et **l'apprentissage**, y compris des programmes d'études appropriés et des matériels et des ressources didactiques et pédagogiques inclusifs;
- des environnements **d'enseignement** et d'apprentissage de qualité, qui soient favorables, confortables, sûrs et sécurisés, et équipés **d'installations** appropriées, favorisant **l'apprentissage** des élèves et permettant aux enseignant(e)s **d'exercer** efficacement leur profession.

173. La Commission mondiale de l'OIT sur l'avenir du travail présentera son rapport à la Conférence de l'OIT en 2019 pour qu'il soit débattu. La CSI, combinant **l'expertise** syndicale et **l'expérience** dans l'avenir du travail, a élaboré son analyse et son programme² sur les politiques et les actions nécessaires en vue de mobiliser le potentiel des nouvelles technologies et d'assurer que les fondements de **l'avenir** reposent sur les principes durables énoncés dans la Déclaration de Philadelphie³.

² https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/the_future_of_work_fr.pdf

³ http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/?p=NORMLEXPUB:62:0::NO::P62_LIST_ENTRIE_ID:2453907

174. Les principes de l'**avenir** du travail, faisant appel aux nouvelles technologies, doivent être basés sur les normes de l'OIT, le dialogue social et une transition juste pour:
- utiliser la technologie pour autonomiser et non pas affaiblir les travailleurs/euses, ainsi que pour améliorer les conditions de travail;
 - promouvoir l'inclusion économique et sociale;
 - établir des règles pour garantir une responsabilisation contraignante des entreprises, indépendamment du lieu ou du mode de travail;
 - rendre les prestations transférables accessibles à tous les travailleurs/euses;
 - veiller à ce que les entreprises respectent un permis social pour exercer leurs activités, garantissant des conditions de concurrence équitables et préservant la relation de travail afin de garantir une protection de l'**emploi**;
 - assurer un apprentissage tout au long de la vie afin d'**accroître** les possibilités d'accès à des emplois de qualité;
 - assurer des conditions de concurrence équitables aux entreprises qui garantissent les droits des travailleurs et d'autres droits humains.
175. Le Congrès réaffirme que la dignité du travail est au coeur de nos valeurs fondamentales et reconnaît que valoriser l'**ensemble** du travail exige des syndicats **qu'ils** luttent pour le plein emploi et le travail décent.

4. L'égalité

176. Les inégalités économiques dans le monde atteignent leur plus haut niveau historique et continuent d'augmenter. Elles découlent de la discrimination sociale, politique et économique fondée sur le genre, la race et d'autres caractéristiques, tout en la favorisant. La discrimination et le déni des droits représentent l'**antithèse** de la solidarité, fondement du syndicalisme. Les inégalités économiques découlent d'une globalisation confinée à ses dimensions commerciales et financières qui aggravent les discriminations de toutes sortes, notamment celles fondées sur la race et le genre.
177. Le Congrès réaffirme l'**engagement** du mouvement syndical international en faveur de la non-discrimination et notre opposition à la violence sexiste dans le monde entier. Nous prenons également position contre le sexisme, le racisme, l'**homophobie**, la transphobie, l'**âgisme**, la xénophobie et la répression partout où ils existent. Le mouvement syndical international luttera activement pour l'**inclusion** sociale et la justice raciale et à l'**égard** des femmes dans ses rangs, dans les relations de travail et dans les politiques publiques.

LES DROITS DES FEMMES

178. Le mouvement syndical doit lancer un message féministe d'**égalité** et de solidarité. Les femmes syndicalistes adressent un message clé: comptez avec nous! Les questions concernant les femmes syndicalistes sont des questions

syndicales fondamentales. Les droits des femmes sont des droits humains. Les droits des femmes sont des droits syndicaux.

179. Le Congrès **s'engage** en faveur d'un mouvement syndical inclusif et féministe, qui organise les travailleurs non syndiqués, que ce soit les travailleurs/euses migrants, les travailleurs/euses dans l'**économie** informelle, dans les entreprises-plateformes, occupant des emplois précaires, temporaires, intérimaires ou toute autre forme d'**emploi** dans laquelle les travailleurs/euses sont privés de leurs droits et de leurs protections.
180. Selon tous les indicateurs, les résultats concernant les femmes révèlent que:
 - l'éducation pour les femmes se traduit par des possibilités d'**emploi** mieux rémunéré et une plus grande indépendance économique, des normes plus strictes en matière de santé pour les familles et des revenus familiaux plus élevés;
 - l'**emploi** des femmes est l'un des multiplicateurs les plus rapides de la productivité et de la croissance économique;
 - les femmes contribuent à hauteur de 10 000 milliards USD en salaires au PIB mondial, outre un montant équivalent de la valeur du travail non rémunéré, mais aussi de l'**économie** informelle;
 - compte tenu de la mobilité croissante, les travailleuses migrantes contribuent à l'**économie** de leur pays d'accueil et de leur pays d'origine, à leur communauté et à leur famille grâce aux envois de fonds.
181. Toutefois, dans le monde du travail, les progrès en faveur des femmes se sont bloqués. Les grandes avancées réalisées en ce qui concerne les droits des femmes au cours du siècle dernier font l'**objet** d'atteintes et, dans certains pays, sont même réduites à néant. Le taux d'activité mondial des femmes est de 48,5 pour cent et est en diminution en raison de l'**impact** persistant de l'**austérité**. Les prestations de soins non rémunérées représentent environ 9 pour cent du PIB mondial, dont les trois quarts sont réalisées par des femmes. La valeur de ce travail doit être reconnue par le biais des prestations sociales dans les mêmes conditions que le travail rémunéré. Il convient également de noter que l'écart de pension entre hommes et femmes peut atteindre 30-40 pour cent.
182. Malgré une amélioration de l'**accès** à l'**éducation** et leurs performances élevées, les femmes sont toujours sous-représentées aux postes de direction et demeurent l'**exception** dans certains pays et secteurs.
183. Seulement 55 pour cent des femmes en âge de travailler sont officiellement employées, contre 77 pour cent des hommes. L'**écart** de rémunération entre hommes et femmes est encore de 23 pour cent – une amélioration d'à peine trois pour cent a été obtenue au cours des 20 dernières années.
184. Le Congrès appelle à l'**adoption** de politiques macroéconomiques, sociales et d'**emploi** visant à réduire l'**écart** de rémunération entre les genres et à lutter contre la discrimination et l'**exclusion** des femmes et des personnes défavorisées du marché du travail, y compris moyennant la protection de la

maternité, le congé parental rémunéré, des services de soins publics de qualité pour les enfants, les personnes âgées et les infirmes, et des régimes de travail favorables à la vie familiale tant pour les femmes que pour les hommes. Tant la fiscalité que la sécurité sociale devraient être mises en place pour encourager la participation au marché du travail et **l'emploi** des hommes et des femmes. Il est de l'intérêt de tous de garantir au moins que la fiscalité et la sécurité sociale ne comportent pas d'incitations au retrait de la vie professionnelle.

185. Afin d'accroître le niveau et la qualité de la participation des femmes, il est fondamental que les gouvernements élaborent et mettent en oeuvre des politiques visant à accroître l'indépendance économique des femmes, notamment:

- la pleine mise en oeuvre des Conventions 100 et 111 de l'OIT;
- une protection sociale universelle et la pleine mise en oeuvre de la Convention 102 et de la Recommandation 202 de l'OIT;
- des mesures de transition de **l'emploi** informel vers **l'emploi** formel;
- le comblement de **l'écart** de rémunération et de pension entre hommes et femmes;
- **l'élimination** de toutes les formes de discrimination;
- **l'élimination** de la violence et du harcèlement dans le monde du travail;
- la garantie **d'une** influence accrue des travailleurs/euses sur leur temps de travail et leur lieu de travail;
- un investissement dans **l'économie** des soins et **l'élaboration** de politiques promouvant et permettant un partage égal des soins et des tâches entre hommes et femmes;
- des établissements de garde **d'enfants** plus attrayants, c.-à-d. de meilleure qualité, plus accessibles et à proximité;
- **l'encouragement** des employeurs à rendre les emplois plus stimulants et à offrir de meilleures possibilités de développement de carrière;
- **l'encouragement** de la représentation des femmes dans toutes les fonctions et professions, y compris les emplois techniques; et
- la contribution au renforcement de **l'attrait** des entreprises pour les employées potentielles et de leur respect de la vie de famille grâce à des réglementations et à des mesures d'incitation.

186. Le Congrès réaffirme **l'engagement** de la CSI à rendre notre mouvement syndical plus représentatif et à renforcer la représentation des femmes à tous les niveaux.

187. Des progrès sont accomplis en termes **d'organisation** et de représentation des travailleuses. Seize organisations affiliées à la CSI ont signalé un véritable succès quant à l'augmentation du nombre de femmes affiliées depuis 2014, allant de 2,5 pour cent à 23 pour cent. Le taux moyen d'affiliation des femmes au sein des organisations affiliées à la CSI est de 42,4 pour cent.

188. Bien que la représentation des femmes aux postes de direction doive encore être renforcée, elle a augmenté, passant de 12 pour cent en 2012 à 14,4 pour

cent des femmes à l'un des deux postes à plus haute responsabilité aujourd'hui. La représentation moyenne des femmes aux plus hauts organes de prise de décisions des organisations affiliées à la CSI est à présent de 28 pour cent.

189. Le Congrès félicite les organisations affiliées qui se sont engagées dans cet aspect en vue **d'améliorer l'égalité** dans leurs rangs, et appelle les syndicats du monde entier à redoubler **d'efforts** pour garantir **l'organisation** des travailleuses, y compris les jeunes femmes, et leur pleine représentation dans les structures syndicales, conformément aux dispositions pertinentes des Statuts de la CSI.
190. Le Congrès appelle toutes ses organisations affiliées à s'engager à garantir au moins 40 pour cent de représentation féminine aux postes de direction.
191. La CSI aidera également ses organisations affiliées à améliorer la situation des femmes sur leur lieu de travail en réclamant un investissement dans des services publics de qualité, tels que la garde **d'enfants** et les soins aux personnes âgées, des régimes de travail favorables à la vie familiale tant pour les femmes que les hommes et le congé parental rémunéré tant pour les mères que pour les pères.
192. Le Congrès est fortement préoccupé par le phénomène mondial en augmentation du féminicide, une violation extrême des droits humains qui constitue une menace pour la moitié de la population.
193. La CSI dénoncera toutes les formes de violence sexiste et a promu de manière substantielle le soutien à l'adoption d'une Convention de l'OIT, accompagnée d'une Recommandation, sur « la violence et le harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail », en mettant principalement **l'accent** sur la dimension sexiste de la violence.
194. Le Congrès appelle à **l'adoption d'une** Convention solide de l'OIT sur la violence sexiste et le harcèlement, en particulier le harcèlement sexuel, lors de la Conférence de l'OIT en 2019. Le Congrès affirme que la priorité pour les syndicats doit désormais être **l'organisation** et le renforcement de l'action syndicale en vue d'éradiquer la violence à **l'égard** des femmes et des hommes dans le monde du travail.

LES TRAVAILLEURS/EUSES DOMESTIQUES

195. Étant donné qu'une travailleuse sur 25 est une travailleuse domestique, occupant fréquemment un emploi précaire et dans des conditions **d'exploitation**, il est de toute évidence nécessaire de les aider à **s'organiser** afin d'améliorer leur vie.
196. Le travail international destiné à organiser les travailleurs et travailleuses domestiques a suscité un élan de solidarité à **l'échelle** mondiale, incluant les migrants, les peuples autochtones et les personnes de couleur, notamment la campagne qui donne des résultats en termes de droits et de protections grâce

à la ratification de la Convention 189 de l'OIT par 25 pays et à l'adoption de réformes de la législation du travail par 49 autres pays. Un demi-million de travailleurs et travailleuses domestiques sont aujourd'hui membres d'un syndicat. Les nouvelles technologies peuvent aider les travailleurs/euses domestiques à accéder à l'économie formelle, mais dans le même temps les nouvelles formes de travail collaboratif et les plateformes numériques risquent de les inciter à rejoindre l'économie informelle. Le Congrès affirme qu'il est nécessaire de faire campagne dans le monde entier pour réclamer l'égalité des droits pour les travailleurs et travailleuses domestiques, la ratification et la mise en oeuvre de la Convention 189 de l'OIT, notamment pour le travail domestique organisé à travers les plateformes numériques.

197. Le Congrès s'engage à continuer d'appuyer l'organisation des travailleurs et travailleuses domestiques et les cadres juridiques qui les protègent et les soutiennent.

L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS/EUSES INFORMELS

198. Compte tenu de l'informalisation croissante du travail et de la forte proportion de travailleurs/euses pris au piège de l'économie informelle dans le monde entier, le Congrès affirme que l'affiliation syndicale demeure prioritaire pour les organisations affiliées nationales. L'organisation des travailleurs/euses dans l'économie informelle devrait assurer la transition de l'économie informelle à l'économie formelle. Le Congrès appelle à l'adoption d'une approche intégrée et inclusive de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, moyennant la pleine mise en oeuvre de la Recommandation 204 de l'OIT en vue d'augmenter les salaires, d'améliorer les conditions de travail et d'inclure ces travailleurs/euses comme membres cotisants dans le mouvement syndical. Les partenaires sociaux sont les partenaires essentiels à une approche concluante.
199. Le Congrès affirme que toutes les organisations affiliées doivent relever le défi d'organiser les travailleurs et travailleuses vulnérables et marginalisés, et garantir les droits fondamentaux et l'application du salaire minimum vital, ainsi que la protection sociale universelle.

LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE

200. Le mouvement syndical peut se targuer de lutter de longue date contre la discrimination raciale, tant sur le lieu de travail que dans la communauté. Compte tenu de la montée du racisme et de la xénophobie qui représente une menace pour les fondements mêmes de sociétés décentes et de la solidarité, l'engagement syndical en faveur de l'égalité et de la non-discrimination est tout aussi important aujourd'hui qu'auparavant dans l'histoire.
201. Le racisme et la xénophobie n'ont pas leur place au travail ni dans l'ensemble de la société, et le Congrès réaffirme que les syndicats continueront de se mobiliser aux quatre coins du monde pour promouvoir et défendre les droits de toutes les personnes, quelles que soient leur nationalité, origine, identité ou

origine ethnique, dénoncer et condamner ceux qui attisent l'intolérance raciale et collaborer avec d'autres pour s'opposer à la xénophobie et au racisme à tous les niveaux. Toutes les personnes ont le droit de travailler et ont droit à l'égalité de traitement.

LES TRAVAILLEURS/EUSES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS

202. Les flux migratoires massifs sont liés à des causes structurelles, notamment les changements climatiques, les tendances démographiques, l'**urbanisation**, le manque d'**emplois** décents, la pauvreté absolue, les persécutions, la guerre, l'**agitation** sociale et politique. De nombreuses personnes ne quittent pas leur pays en quête de prospérité, mais bien pour survivre. Le droit de demander asile est un droit humain fondamental qui doit être protégé. Un autre défi de taille est la reconnaissance effective du droit des migrants de rester dans leur pays d'origine. Par conséquent, les politiques de développement doivent être efficaces et durables et doivent contribuer à réduire la distribution inégale des richesses et de la croissance économique.
203. Le Congrès constate que la demande des entreprises de main-d'oeuvre bon marché est également souvent à l'**origine** des migrations. L'intégration des normes fondamentales du travail de l'**OIT** dans la phase de passation de marchés publics et dans les conditions générales de la Banque mondiale et d'autres IFI (Institutions financières internationales) pour financer des projets devrait être promue pour protéger tous les travailleurs/euses concernés.
204. Pour les travailleurs migrants et les réfugiés, la xénophobie, amplifiée par les formes extrêmes en politique, met en péril la vie et les moyens d'**existence** de 150 millions de personnes qui ne veulent qu'un lieu sûr et le droit au travail. Malgré leur contribution à leur nouveau pays, nombreux sont ceux qui sont victimes d'**exploitation**, de discrimination et de violence et n'ont même pas accès aux protections les plus fondamentales. Ceci est particulièrement vrai et pertinent dans le cas des femmes, qui représentent 44 pour cent des travailleurs migrants.
205. La CSI renforcera son soutien aux organisations affiliées qui organisent les travailleurs/euses migrants et fera campagne contre les abus et l'**oppression** dont sont victimes les migrants. Nous élèverons davantage notre voix en faveur du droit au travail et de l'égalité de traitement pour les réfugiés et les migrants, et nous lutterons contre le racisme sur tous les lieux de travail.
206. Le Congrès soutient le site web de la CSI « *Recruitment Advisor* » (« Consultation en recrutement ») et, en collaboration avec d'**autres** initiatives des organisations affiliées, renforcera sa présence afin de veiller à ce que les travailleurs/euses migrants connaissent leurs droits et les normes législatives du pays hôte, puissent évaluer leurs agences et puissent s'adresser aux syndicats et rester en contact entre eux pour obtenir de l'aide. En outre, nous saluons l'**engagement** des syndicats faisant campagne pour les droits des migrants et nous nous engageons à appuyer les initiatives en matière

d'organisation des organisations affiliées tant dans les pays d'origine que d'accueil.

207. Tous les travailleurs/euses migrants, y compris les travailleurs/euses migrants temporaires, doivent pouvoir jouir de la liberté syndicale et du droit de négociation collective. Les Conventions 97 et 143 de l'OIT sur les travailleurs migrants et la Convention de l'ONU sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille sont des instruments clés pour l'organisation et la protection des travailleurs migrants, et la CSI fera activement campagne pour leur ratification. Les Recommandations 86 et 151 de l'OIT, le Cadre multilatéral pour les migrations de main-d'œuvre et les Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable de l'OIT offrent des orientations supplémentaires aux gouvernements, aux entreprises et aux syndicats.
208. En 2016, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé d'élaborer un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières afin d'améliorer la gouvernance des migrations, de relever les défis et de renforcer la contribution des migrants au développement durable.
209. Le Congrès reconnaît que, dans ce débat, une plus grande attention doit être portée à la migration « circulaire » et des efforts accrus doivent être consentis pour garantir leur droit à une égalité de traitement, à la liberté syndicale et à la négociation collective. Dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, à mobilité élevée, tels que le secteur de la construction, ou dépendants des influences saisonnières, comme le secteur agricole, les employeurs recourent à une main-d'œuvre précaire qui, dans certains cas, peut être parfaitement décrite comme des « nomades modernes ». Ils passent d'un projet à un autre, bénéficiant d'une protection insuffisante, voire d'aucune protection, courant le risque considérable d'être victimes d'exploitation, d'abus ou de se retrouver dans l'économie informelle. La migration circulaire est une forme de migration qui n'a toujours pas été abordée dans les discussions concernant le Pacte mondial pour les migrations, alors que ce groupe représente un pourcentage élevé des travailleurs/euses migrants précaires.
210. Les Conventions de l'OIT concernant les travailleurs migrants et le dialogue social doivent être au cœur de la mise en œuvre du Pacte mondial, encourageant l'adoption de cadres de gouvernance équitable des migrations de main-d'œuvre à tous les niveaux moyennant le dialogue social avec ceux qui sont en première ligne sur le marché du travail, à savoir les ministères des gouvernements, les employeurs et les syndicats. La population de la Turquie est un exemple en la matière, accueillant 3,5 millions de réfugiés syriens dans le cadre d'une coopération entre le gouvernement, les employeurs, les syndicats, ainsi que les organisations internationales.
211. Dans le même temps, les gouvernements ont négocié un Pacte sur les réfugiés, qui reconnaît les défis plus grands en matière de protection internationale, tels que les déplacements causés par les catastrophes naturelles, les conflits armés

et le changement climatique. La question de la réinstallation et du partage des responsabilités doit encore être abordée. Quatre-vingt-cinq pour cent des réfugiés dans le monde sont accueillis par des pays en développement.

212. Les syndicats peuvent les aider directement en accueillant les migrants dans leurs rangs et en les encourageant à devenir des syndicalistes actifs. La lutte pour les droits des travailleurs/euses migrants ne se limite pas aux milieux gouvernementaux, mais est également menée sur le lieu de travail, au sein des syndicats et dans l'**ensemble** de nos sociétés.
213. Le Congrès engage la CSI à coordonner le dialogue sur la migration aux échelons mondial et régional. Nous réaffirmons l'**engagement** de la CSI en faveur du droit de demander asile et de l'**accueil** des migrants et des réfugiés, et exigeons un lieu sûr, le droit au travail et l'**égalité** de traitement pour eux. Nous rappelons l'obligation qui incombe à tous les pays d'accueillir et d'aider les personnes fuyant des guerres, la répression, l'**extrême** pauvreté et les effets des changements climatiques.
214. Le Congrès souligne que tous les travailleurs et travailleuses ont des droits, indépendamment de leur statut de migrant, et appelle à des actions visant à prévenir l'exploitation des travailleurs/euses sans papiers. Ils ont droit à une rémunération équitable, à un environnement de travail sûr et à un accès à des mécanismes de plainte efficaces pour réclamer leurs droits. Des mesures pour sortir de l'irrégularité et s'intégrer dans les sociétés d'accueil sont nécessaires.

L'ÉGALITÉ POUR TOUS

215. Même dans les pays qui ont introduit une législation et des politiques de lutte contre la discrimination protégeant les personnes LGBTQI, des cas d'**exclusion** sociale, de harcèlement et d'intimidation, de licenciements injustes et d'autres incidents de LGBTQI-phobies se produisent régulièrement.
216. Bien **qu'aucun** chiffre exact **n'ait** été publié, de nombreux pays sont dotés d'une législation insuffisante ou inadéquate pour reconnaître la situation des transgenres ou intersexuels.
217. Les syndicats ont un rôle à jouer dans la protection des personnes sur le marché du travail ou sur le lieu de travail contre la discrimination quels **qu'en** soient les motifs en élaborant des mesures préventives et en promouvant l'égalité des chances.
218. De même, la violence et la discrimination à l'**égard** des minorités raciales et ethniques, des LGBTQI, des peuples autochtones, des personnes handicapées, des migrants ou des réfugiés ne peuvent être tolérées.
219. Le Congrès félicite les syndicats participant à des campagnes sur l'**égalité** en matière de mariage, notamment en Australie, en Colombie, au Costa Rica, en Irlande, en Grande-Bretagne, au Japon et aux États-Unis. Ces luttes ont donné de l'**espoir** aux citoyens, ont renforcé les garanties en matière de droits humains

et ont suscité un élan de solidarité à l'échelle mondiale. Toutefois, trop peu de pays ont interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle au travail ou dans des domaines, tels que les biens et les services, l'éducation ou l'accès au logement. La CSI affirme son engagement en faveur de la communauté LGBTQI et la nécessité pour toutes les organisations affiliées de relever le défi, de s'efforcer d'améliorer les protections législatives pour les personnes et travailleurs/euses LGBTQI et d'œuvrer pour garantir leur mise en oeuvre.

220. La CSI décide de continuer d'encourager les organisations affiliées à intégrer la lutte contre la discrimination à l'égard des LGBTQI dans leurs politiques et activités. Elle décide, en outre, de soutenir et de faciliter la mise sur pied d'un groupe de travail international conjoint des FSI, composé de membres actifs des syndicats s'attachant à défendre les droits des LGBTQI, afin de générer des idées d'actions et d'activités.
221. Pour les personnes handicapées, la lutte en faveur de la protection sociale et des garanties de revenus est devenue encore plus difficile face à l'austérité, entraînant des réductions des pensions, des services publics et de la protection sociale. Les personnes handicapées sont victimes d'une double discrimination, ont moins de chances d'avoir un emploi et, une fois engagées, gagnent moins. L'écart de rémunération entre les sexes pour les femmes handicapées est supérieur de 22 pour cent à celui des femmes non handicapées. La discrimination fondée sur l'invalidité dans le domaine de l'emploi est trop souvent une réalité silencieuse, de sorte que les syndicats doivent s'organiser pour assurer des marchés du travail et des lieux de travail inclusifs, qui garantissent les droits, la dignité et l'égalité de traitement.
222. Pour les peuples autochtones, la discrimination permanente est toujours répandue même lorsqu'il existe des lois claires, voire des traités. Dans chaque région, les organisations syndicales disposent d'une solide tradition de défense des droits des peuples autochtones. Le CTC du Canada a soutenu l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, ce qui pourrait servir de modèle à d'autres organisations qui pourraient la défendre dans leur propre pays.
223. Les peuples autochtones sont organisés, mais leurs structures doivent être reconnues et respectées. Les organisations syndicales doivent également examiner leurs propres pratiques, même lorsqu'elles demandent aux gouvernements de prendre des mesures. Dans de trop nombreuses communautés, les citoyens vivent dans une extrême pauvreté, n'ayant aucun accès à la protection sociale et étant exposés, en outre, au risque d'accaparement des terres par de grandes sociétés.
224. Le Congrès s'engage à soutenir les travailleurs/euses autochtones, notamment moyennant des campagnes en faveur de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention 169 de l'OIT, dans le cadre de l'engagement syndical à assurer la reconnaissance juridique des droits des peuples autochtones à la terre, aux ressources et à la culture.

LES TRAVAILLEURS/EUSES DE TOUS ÂGES

225. Les jeunes représentent une part significative des travailleurs/euses pauvres. Ils sont trois fois plus susceptibles que les travailleurs/euses plus âgés **d'être** au chômage. En outre, ils sont plus susceptibles **d'être** sous-employés, d'accomplir un travail précaire, **d'être** employés dans l'économie informelle ou **d'être** victimes **d'exploitation** sur le lieu de travail moyennant des accords de paiement en espèces, des stages non rémunérés, une rémunération insuffisante, l'**intimidation** ou le harcèlement. Ces conditions mènent à un avenir économique incertain pour les jeunes travailleurs/euses.
226. Le Congrès **s'engage** à investir dans l'**organisation** et l'**amélioration** des aptitudes à diriger des jeunes travailleurs pour construire une nouvelle génération de dirigeants syndicaux et élargir la voie vers des actions collectives pour tous les travailleurs. Les politiques et campagnes aux échelons national, régional et international devraient passer un « test de génération » afin de veiller à ce qu'elles demeurent pertinentes pour les jeunes travailleurs/euses et promeuvent:
- un salaire égal pour un travail de valeur égale, notamment en garantissant un même salaire minimum pour les jeunes;
 - la lutte contre les fausses formations dans les entreprises sans égalité salariale ou sans rémunération;
 - la sécurité **d'emploi** pour les jeunes – tant les hommes que les femmes – qui ont quitté l'école, qui sont sans emploi ou ne suivent pas de formation (NEET, sigle anglais);
 - l'**extension** de la protection sociale aux jeunes qui quittent l'école et sont sans emploi;
 - une norme de l'OIT relative aux contrats temporaires, y compris les contrats à durée déterminée et la discrimination fondée sur le statut professionnel.
227. Le Congrès charge la CSI et ses Organisations et structures régionales, en collaboration avec les partenaires du groupement Global Unions et les organisations affiliées, d'oeuvrer pour garantir des conditions de travail décentes pour les jeunes, de prévenir leur isolement social et de les intégrer pleinement dans le mouvement syndical.
228. Une société équitable et juste protège ses travailleurs et ses travailleuses après leur départ à la retraite. Les pensionnés doivent pouvoir compter sur un revenu stable, à l'abri des effets négatifs de la crise économique et d'autres développements.
229. Les femmes en particulier doivent avoir accès à un régime de retraite décent, surtout les femmes qui n'ont pas eu accès à un emploi stable et formel ou qui ont travaillé à temps partiel. La CSI défend des systèmes de pension universelle qui garantissent une sécurité du revenu et la solidarité pour tous.

230. Toutes les personnes, y compris les groupes vulnérables, tels que les personnes âgées, les chômeurs de longue durée, les travailleurs/euses en situation de handicap, les travailleurs/euses précaires et les parents isolés, devraient pouvoir accéder à une protection sociale et à un soutien adéquats, à un logement abordable et à des soins. La CSI appelle à des socles de protection sociale universelle offrant une protection à tous, indépendamment du statut professionnel.

LE CONGRÈS AFFIRME LE RÔLE ESSENTIEL QUE JOUENT LES SYNDICATS POUR GARANTIR LES DROITS, LA DÉMOCRATIE ET UN MONDE OÙ LE TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS EST UNE RÉALITÉ. GRÂCE À DES ACTIONS CONCERNANT LES QUATRE PILIERS MENTIONNÉS DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION DU CONGRÈS, LA CSI DÉCIDE DE RELEVER LES DÉFIS AUXQUELS SONT CONFRONTÉS LES TRAVAILLEURS/EUSES ET DE CHANGER LES RÈGLES DE **L'ÉCONOMIE** MONDIALE. NOUS ÉTABLIRONS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL QUI PLACE LES CITOYENS AU PREMIER RANG. NOUS NE LAISSERONS PERSONNE POUR COMPTE.
